MÉMOIRE PROJET DE LOI 12

Mémoire de Me Michel Tétrault Ad.E sur le Projet de loi 12, *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui*

Consultations particulières de la Commission des institutions

Auditions du 28 mars 2023

Présentateur et rédacteur:

Me Michel Tétrault Ad.E.

Avocat consultant au cabinet Brodeur Prémont Lavoie (Québec)

NOTES BIOGRAPHIQUES

M^e Michel Tétrault Ad.E.

Admis au Barreau en 1983, après avoir obtenu une licence en droit de l'Université de Montréal. Dès son admission, il a œuvré au Bureau d'aide juridique de Val des Sources (Asbestos) comme généraliste. De 1990 à 2017, il travaille à l'Aide juridique de Sherbrooke en droit de la famille et des personnes. De janvier 2018, il a œuvré au bureau d'aide juridique de Magog (Tétrault & Blais). Il quitte l'Aide juridique en mai 2020. Depuis novembre 2021 il agit comme avocat-consultant au sein du cabinet Brodeur, Prémont, Lavoie de Québec, il continue de rédiger et d'offrir des formations.

M^e Tétrault enseigne depuis plus de 30 ans à l'École du Barreau en éthique, en déontologie et en droit de la famille. Il a également enseigné, à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke en droit de la famille et des personnes pendant près de 15 ans. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue canadienne de Droit familial*.

Auteur des ouvrages de référence suivants : le *Droit de la famille* 4^{ième} édition, dont les tomes 1, 2, 3 et 4 sont déjà parus et le Tome 5 sur les questions relatives au temps parental paraîtra à l'automne 2023. Il est l'auteur de la Section Québécoise de l'ouvrage *the Enforcement of Family Law Orders and Agreements* publié par Carswell. Deux titres seront publiés au printemps 2023 chez Yvon Blais, à savoir *Les modifications à la Loi sur le divorce quant à la violence familiale, le déménagement et le temps parental: De la Loi à L'écrit* et *Le patrimoine familial : Des chiffres, des lettres et des liens avec l'indivision et la faillite*.

Il est aussi l'auteur d'ouvrages et d'articles en droit de la famille publiés au Québec et en Europe

En septembre 2007, il a été le récipiendaire du Mérite 2007 de l'Association des avocats et avocates de province, en décembre 2012 du Mérite de l'Association des avocats et avocates en droit familial du Québec et en juin 2013 *Avocat Émérite* par le Barreau du Québec. Récipiendaire en septembre 2016 de la médaille Pier-Basile Mignault, qui récompense le rayonnement en matière de droit civil. Récipiendaire en février 2017 du Mérite Estrien pour son implication dans le milieu.

Depuis près de 20 ans, il offre la *Revue de la jurisprudence marquante en droit de la famille* dans le cadre du Colloque en droit de la famille organisé par le Barreau du Québec, le texte étant publié par les Éditions Yvon Blais. Il a offert plus plus de 200 conférences dans les domaines rattachés au droit de la famille, à la déontologie et au droit des personnes tant aux avocat.e.s qu'à la magistrature

Il est membre du Conseil d'administration de la Fondation Robert Sauvé, la mission de la *Fondation Robert-Sauvé* est de promouvoir l'éducation en matière de droits sociaux et de justice sociale.

MÉMOIRE –TABLEAU SYNTHÈSE

Nous avons fait le choix d'utiliser un tableau qui contient tant les nouvelles versions complètes des articles que nos commentaires.

Les points saillants :

- La filiation se prouve par l'acte de naissance
- Le projet parental et la nécessité d'un écrit
- La nécessité de l'écrit notarié. Les avocat.e.s québécois.e.s rédigent de telles conventions depuis près de trente ans, il est imprudent de se priver de leur compétence dans ce qui constitue du droit nouveau au Québec, on peut même ajouter la déclaration signée en présence de deux témoins. Ces derniers ont créé des registrées notamment en matière testamentaire et des mandats en cas de protection. Voir les articles 549.1 et 541.14 nouveau
- Les dispositions relatives à la gestation pour autrui

Les critères de validité (Tiré du Mémoire de l'Association des avocats et avocates en droit familial du Québec):

- Le projet parental impliquant une grossesse pour autrui nécessite :
- Une femme qui n'est pas partie au projet parental qui portera l'enfant (qui est âgé d'au moins 21 ans ([art.541.2 C.c.Q.]): et :
- Une personne seule ou des conjoints qui ont un projet parental (541.1 tel que proposé) ;
- L'attestation obtenue par chacune des parties d'avoir assisté à une séance sur les implications sociales et les enjeux éthique de la grossesse pour autrui (art.541.,11 C.c.Q.) ;
- Être domiciliés au Québec depuis au moins 1 an (541.7 C.c.Q.) ;
- Avoir signé une convention de grossesse pour autrui avant la grossesse (541.2 C.c.Q.) rédigée en minute (art.541.12 C.c.Q.) et en français sauf exception prévue (art.541.12 C.c.Q.) ;
- La convention doit être à titre gratuit (art.541.3 C.c.Q.), sauf impenses ou perte de revenus (art.541.3 C.c.Q.) ;
- Le consentement écrit (en forme notarié, sous seing privé ou dans une déclaration judiciaire (art.541.9 C.c.Q.) de la mère porteuse à ce que son lien de filiation soit réputé n'avoir jamais existé (art.541.9 C.c.Q.) et que la filiation soit établie exclusivement en faveur des parents prospectifs (art.541.4 C.c.Q.) donné entre le 7^e et le 30^e jour suivant

la naissance (art.541.15 C.c.Q.) ;

- La possibilité de consulter un procureur indépendant pour les parties, cette possibilité étant reconnue par écrit quant à l'information sur le processus
- L'intérêt de l'enfant et la rigueur des conditions
- Le nombre d'intervenants possibles
- La filiation, l'agression sexuelle et l'autorité parentale

LES ARTICLES DU PROJET DE LOI NON REPRODUITS

NE FONT PAS L'OBJET DE COMMENTAIRES LE SURLIGNEMENTS EN ROUGE VISE À SOULIGNER UN QUESTIONNEMENT OU L'ÉNONCÉ D'UN PRINCIPE QUI VA À L'ENCONTRE DE CE QUI EST PROPOSÉ

Modifications proposées par le projet de Loi 12		Commentaires
<p>Art.1</p> <p><i>113. La déclaration de naissance de l'enfant est faite au directeur de l'état civil, dans les 30 jours, par les père et mère ou par les parents par l'un d'eux.</i></p> <p><i>Lorsqu'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui est mené à terme, la déclaration doit être accompagnée d'une copie authentique de la convention de grossesse pour autrui notariée et d'une copie de l'écrit qui fait état du consentement visé à l'article 541.9. Si la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant décède ou devient inapte à</i></p>		<p>Il est surprenant que dans les cas où il n'est pas donné suite à la convention de grossesse pour autrui que des renseignements concernant les parties à la convention doivent être fournis puisqu'en pareil cas, la filiation est déterminée selon les règles relatives à la filiation par reconnaissance ou par le sang (art.541.17) (voir aussi la situation de l'article 116, paragr. 3 nouveau).</p> <p><u>On constate que lorsqu'en présence d'une grossesse pour autrui tout doit être documenté, un écrit est nécessaire, nous reviendrons sur l'aspect authentique du document (ou notarié), les autres modalités du projet parental (art.538.1) n'exigent pas l'utilisation un écrit, ce qui semblerait être une exigence minimale pour limiter les conflits auxquels sont soumis les parties au projet parental.</u> La jurisprudence renferme déjà depuis quelques années des exemples où l'absence d'écrit a mené à des débats devant les tribunaux, une partie indiquant qu'il s'agissait d'un projet parental alors que l'autre invoquait un lien de filiation avec l'enfant. La stabilité de la filiation devrait nous mener à encadrer ce type de projet parental en exigeant un écrit. Pour un exemple voir l'affaire suivante :</p>

consentir avant d'avoir exprimé sa volonté, la déclaration doit alors être accompagnée d'un document faisant état du décès ou d'une attestation concluant à cette inaptitude, selon le cas.

Lorsque le projet parental n'est pas mené à terme, la déclaration doit être accompagnée des renseignements déterminés par règlement du gouvernement concernant le profil de toute partie à la convention de grossesse pour autrui, autre que la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant, qui a fourni son matériel reproductif.

*Droit de la famille - 221816
500-04-075001-199
25 octobre 2022*

Les faits sont les suivants : il y a opposition du père biologique à la demande en déclaration de paternité au motif qu'il a agi à titre de donneur de sperme seulement; discussions préalables entre les parties et la conjointe du père biologique sur un projet de procréation assistée; relation sexuelle environ deux ans après les discussions sur un projet de procréation assistée; croissance du père biologique qu'il agissait encore à titre de donneur de sperme lors de la relation sexuelle; témoignages contradictoires; possibilité d'établir la filiation entre l'auteur de l'apport de forces génétiques et l'enfant lorsqu'il y a relation sexuelle; fardeau du père biologique de démontrer sa qualité de tiers au projet parental; nécessité de prouver l'existence d'un projet parental exclusif de la mère et de la volonté mutuelle des parties d'exclure l'auteur de l'apport de forces génétiques du projet parental; fardeau non satisfait.

L'article 538 actuel du *Code civil* se lit comme suit :

538. Le projet parental avec assistance à la procréation existe dès lors qu'une personne seule ou des conjoints ont décidé, afin d'avoir un enfant, de recourir aux forces génétiques d'une personne qui n'est pas partie au projet parental.

Humblement soumis, le document n'a pas à être authentique ou notarié, toutefois un document doit être confectionné idéalement par un juriste mais même les parties doivent avoir un écrit qui confirme le projet parental peu importe la méthode de procréation utilisée. Cet écrit qui pourrait faire l'objet d'un formulaire, dont les parties peuvent évidemment s'écarter, serait détenu dans un registre du Directeur de l'état civil. Les modalités d'inscription et relatives aux coûts pourraient être prévues par *Règlement*.

Pour ne donner que cet exemple la France exige un écrit pour tout projet parental, cet écrit doit être notarié. On qualifie ce document de reconnaissance conjointe anticipé du projet parental, voir ANNE-VIOLETTE VINCENT Projet parental et enfant à naître

	<p>https://old.jurisdoctoria.net/pdf/numero11/aut11_VINC ENT.pdf</p> <p>Le projet parental est le désir tourné en volonté, en prévisions et calcul quant au choix de concevoir, aux conditions idéales de la naissance et aux moyens qui garantiront la réussite dans le temps de ce qu’ont planifié les parents. <u>Un écrit éclaire et cristallise cette intention. L’objectif du projet parental est d’organiser la venue au monde d’un enfant, faisons-le avec les bases les plus solides possibles.</u></p> <p>On s’interroge sur la nécessité d’acheminer le projet de convention de gestation pour autrui si le projet parental ne connaît pas son aboutissement, d’une manière ou d’une autre pourquoi contraindre la divulgation d’informations dont certaines touchent à la vie privée des participants.</p>
<p>Art. 2</p> <p>113.1. La mère ou la personne qui a donné naissance à l’enfant doit, sous réserve des règles de filiation d’un enfant issu d’un projet parental impliquant une grossesse pour autrui, déclarer la filiation de l’enfant à son égard.</p>	<p>Nouveauté, le devoir de déclarer sa filiation pour la personne qui a donné naissance. Bien que l’on puisse déclarer que la filiation maternelle est plus simple à établir, mais doit –on en faire une obligation, le cas échéant pour les deux parents ? Il y a évidemment la possibilité d’une procédure pour établir la filiation</p> <p>Pour les fêrus de la déclaration à tout crin de la filiation en lien avec le droit de l’enfant à connaître sa filiation et ses origines, la Cour suprême du Canada indiquait ce qui suit dans l’arrêt <i>Trociuk c. Colombie –Britannique (Procureur Général)</i>¹ relatif au choix du nom et à la filiation. <u>Elle devait se prononcer sur la validité d’une loi qui permettait d’exclure arbitrairement de la déclaration de naissance de ses enfants les renseignements concernant l’identité d’un père et, par conséquent, l’empêcher de participer au choix de leur nom de famille.</u> En l’espèce, le père et la mère se sont séparés. En 1997, le père obtient une ordonnance de droits d’accès supervisés et le tribunal lui ordonne de se soumettre à un test de paternité qui s’avère positif quant à l’établissement de la filiation entre les enfants et le père. <u>En conséquence, sa paternité est reconnue, mais le tribunal refuse de modifier la déclaration de naissance pour y ajouter les renseignements concernant l’identité du père. Il refuse aussi de changer le nom de famille des triplets.</u> Le père demande à deux reprises au directeur des statistiques de l’état civil de modifier les déclarations de</p>

		<p>naissance et d'inscrire les renseignements permettant de l'identifier. Ses demandes sont refusées :</p> <p>16 <u>L'inscription de l'identité d'un parent dans la déclaration de naissance est un important moyen de participer à la vie de son enfant. La déclaration de naissance n'est pas seulement une façon d'assurer l'enregistrement rapide des naissances. Elle témoigne des liens biologiques entre le parent et son enfant, et l'inscription de l'identité des parents dans la déclaration est un moyen d'affirmer ces liens.</u> Ces liens ne définissent pas totalement la relation parent-enfant. Toutefois, dans notre société, ils constituent pour plusieurs un élément crucial de cette relation et leur affirmation est une façon importante pour ces parents de participer à la vie de leur enfant. L'importance de cette affirmation ne relève pas seulement d'une perception subjective.</p> <p>Encore ici, les parties prenantes au projet parental devraient toutes être appelées à déclarer leur lien, le père, la mère ou es parents</p>
<p>Art. 3</p> <p>116. La personne qui recueille ou garde un nouveau-né, dont les père et mère ou les parents sont inconnus ou empêchés d'agir, est tenue, dans les 30 jours, de déclarer la naissance au directeur de l'état civil.</p> <p>La déclaration mentionne le sexe de l'enfant et, s'ils sont connus, son nom et les lieu, date et heure de la naissance. L'auteur de la déclaration doit également fournir une note faisant état des faits et des circonstances et y</p>		<p>Comment les parents peuvent-ils être inconnus, on ne peut qu'envisager la situation où l'enfant ne naît ni dans un hôpital ou en présence d'une sagefemme, bref il y abandon de l'enfant</p> <p>113.1. La mère ou la personne qui a donné naissance à l'enfant doit, sous réserve des règles de filiation d'un enfant issu d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui, déclarer la filiation de l'enfant à son égard.</p> <p>Pourquoi, le paragraphe 3 ne spécifie –t-il pas pour tout projet parental qui a fait l'objet d'un écrit, pour les mêmes motifs que déjà exprimés, pourquoi se limiter à la grossesse pour autrui ?</p> <p>Document notarié. Nous renvoyons à nos commentaires dans les points saillants.</p>

<p>indiquer, s'ils lui sont connus, les noms des père et mère ou des parents.</p> <p>Lorsque l'enfant est issu d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui, l'auteur de la déclaration doit également fournir les documents visés au deuxième alinéa de l'article 113 ou les renseignements visés au troisième alinéa de cet article. S'il n'a pas accès à une copie authentique de la convention de grossesse pour autrui notariée, il fournit les renseignements qu'il détient à cet égard. Le directeur de l'état civil peut alors obtenir du dépositaire de la minute de la convention une copie authentique de celle-ci.</p>		
<p>Art.4</p> <p>132.2. Le greffier du tribunal qui a rendu un jugement reconnaissant un acte de naissance dressé par une autorité compétente étrangère ou une décision étrangère ayant trait à la filiation d'un enfant issu d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui dans le cadre duquel la femme ou la personne qui a donné</p>		<p>L'article 137 actuel se lit comme suit :</p> <p>137. Le directeur de l'état civil, sur réception d'un acte de l'état civil fait hors du Québec, mais concernant une personne domiciliée au Québec, insère cet acte dans le registre comme s'il s'agissait d'un acte dressé au Québec.</p> <p>Il insère également les actes juridiques faits hors du Québec modifiant ou remplaçant un acte qu'il détient; il fait alors les inscriptions nécessaires au registre.</p> <p>Malgré leur insertion au registre, les actes juridiques, <u>y compris les actes de l'état civil, faits hors du Québec conservent leur caractère d'actes semi-authentiques</u>, à moins que leur validité n'ait été reconnue par un tribunal du Québec. Le directeur doit mentionner ce fait lorsqu'il</p>

<p>naissance à l'enfant est domiciliée hors du Québec notifie ce jugement au directeur de l'état civil dès qu'il est passé en force de chose jugée.</p> <p>Sur réception du jugement, le directeur de l'état civil, selon le cas :</p> <p>1° insère au registre de l'état civil l'acte de naissance qui a fait l'objet d'une reconnaissance judiciaire;</p> <p>2° dresse l'acte de naissance à partir de la décision étrangère qui a fait l'objet d'une reconnaissance judiciaire en y indiquant les mentions conformes à cette décision et, lorsque celle-ci n'a établi la filiation de l'enfant qu'à l'égard d'un seul conjoint ayant formé le projet parental, les mentions conformes au jugement rendu à la suite d'une demande présentée en vertu du deuxième alinéa de l'article 541.34.</p>		<p>délivre des copies, certificats ou attestations qui concernent ces actes.</p> <p>Voir aussi le nouvel art.541.34 qui insère la nécessité d'une reconnaissance judiciaire de l'acte de naissance:</p> <p>L'acte de naissance dressé par une autorité compétente étrangère prouvant la filiation de l'enfant à l'égard de la personne seule ou des conjoints ayant formé un projet parental ou de l'un d'eux doit faire l'objet d'une reconnaissance judiciaire au Québec on ne vise que le projet parental). Il en est de même pour la décision prononcée à l'étranger établissant une telle filiation.</p> <p>[...]</p> <p>A propos de la reconnaissance judiciaire, voir l'art.565 C.c.Q. actuel :</p> <p>565. L'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec doit être prononcée soit à l'étranger, soit judiciairement au Québec. Le jugement prononcé au Québec est précédé d'une ordonnance de placement. <u>La décision prononcée à l'étranger doit faire l'objet d'une reconnaissance judiciaire au Québec, sauf si l'adoption est certifiée conforme à la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale par l'autorité compétente de l'État où elle a eu lieu</u> (qui couvre la quasi-totalité des situations).</p> <p><u>On crée donc deux types d'enfants ceux qui sont nés en vertu des filiations par le sang à l'extérieur du pays et qui n'ont pas à faire reconnaître leur acte de naissance qui a valeur d'un acte semi-authentique (art. 2822 C.c.Q.) et ceux nés d'un projet parental qui pour bénéficier du caractère semi acte authentique doivent ajouter une autre démarche (et des coûts).</u> Sur l'égalité des enfants voir l'article 522.2 C.c.Q. (nouveau) ci-dessous.</p>
<p>Art.6</p> <p>522.1. La filiation d'un enfant se prouve par son acte de naissance, quelle que soit la façon dont elle est établie</p>		<p>L'article proposé est l'équivalent de l'actuel art.523, al.1 C.c.Q.</p> <p>On conviendra que s'il est né d'un projet parental à l'étranger, il devra procéder à plus de démarches pour l'obtenir, voir l'article 132.2 du projet. Quels seront les modalités et les coûts?</p>

<p style="text-align: center;">Art.7</p> <p>522.2. Tous les enfants ont droit à l'établissement de leur filiation dans les conditions prévues au présent chapitre, sans autre considération.</p>		<p>Tiens, est-ce qu'on ne pourrait pas appuyer l'obligation de déclarer par le ou les parents sur cet article ?</p>
<p style="text-align: center;">Art.8</p> <p>523. La filiation de l'enfant s'établit à l'égard de la mère ou du parent par le fait de lui avoir donné naissance et, pour l'autre parent, elle s'établit par la reconnaissance de son lien de filiation dans la déclaration de naissance conformément aux règles prévues au présent code.</p> <p>À défaut de cette reconnaissance dans la déclaration de naissance, la possession constante d'état suffit.</p>		<p>Le nouvel article 523 implique que la personne qui accouche soit présumée la mère de l'enfant, indépendamment de la filiation génétique. Il y aura lieu de se pencher sur cette question au chapitre de la grossesse pour autrui (art.18 du Projet de Loi insérant les nouveaux articles 541.1 <i>et ss.</i>)</p> <p>En outre, cela soulève certains problèmes. Il eut été plus judicieux de conserver l'art.523, al.1 :</p> <p style="text-align: center;"><i>La filiation tant paternelle que maternelle se prouve par l'acte de naissance, quelles que soient les circonstances de la naissance de l'enfant.</i></p> <p>Cette formulation a pour avantage, notamment, de mettre les enfants sur le même pied d'égalité en plus de respecter la position monolithique de la jurisprudence et de la doctrine sur la preuve de la filiation. Nous reprenons nos commentaires sur l'obligation de déclarer la filiation de l'article 113.1</p> <p>Et d'insérer le paragraphe suivant :</p> <p style="text-align: center;"><i>À défaut de cette <u>reconnaissance</u> dans la déclaration de naissance, elle s'établit à l'égard de la mère ou du parent par le fait de lui avoir donné naissance et, pour l'autre parent, la possession constante d'état suffit.</i></p> <p>En effet, si la filiation maternelle se prouve par le fait d'avoir donné naissance, qu'en sera-t-il dans les cas d'adoption ou même de la mère d'intention dans les cas de grossesse pour autrui? (par ailleurs, je comprends qu'il ne sera plus possible de passer par l'adoption pour valider un contrat de femme porteuse) Comment cette filiation sera-t-elle établie, si tant les articles 523 que 538.1 indiquent de c'est le fait d'avoir accouché qui fait foi de la maternité? N'oublions pas que ces articles constituent</p>

	<p>les <u>modes de preuve</u> en regard de l'établissement de la filiation (voir notamment le juge Baudoin dans <i>Droit de la famille</i> - 766, 1989 CanLII 1236 (QC CA).</p> <p>Considérant la jurisprudence importante sur la notion de reconnaissance volontaire (art.526 C.c.Q. actuel), il est malheureux que le Législateur choisisse ici de reprendre une terminologie semblable.</p> <p>Cependant, il est à noter que la reconnaissance volontaire (art.526 C.c.Q. et ss. actuels) est abrogée par l'art.11 du Projet de Loi. Qui édicte :</p> <p>11. La sous-section 3 de la section I et la section II du chapitre premier du titre deuxième du livre deuxième de ce code, comprenant les articles 526 à 537, sont abrogées</p> <p>Doit-on considérer que l'abrogation de la reconnaissance volontaire ne permettra plus la déclaration tardive qui constitue une déclaration tardive qui est une reconnaissance volontaire (art. 130 C.c.Q. actuel).</p>
<p>Art. 9</p> <p>524. La possession constante d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent les rapports de filiation entre l'enfant et la personne qui se conduit à son égard comme son parent.</p> <p>Pour que la possession soit constante, une telle conduite doit commencer à la naissance de l'enfant et se poursuivre sur une période minimale de 24 mois, sauf circonstances exceptionnelles.</p> <p>La possession constante d'état ne peut s'établir dans les cas où elle est exercée par plus d'une</p>	<p><u>Le législateur choisit ici de favoriser la fourchette supérieure reconnue en jurisprudence entre la naissance et selon les cas, l'institution des procédures. La jurisprudence a en effet située entre 16 et 24 mois, la durée minimale pour qualifier de constante, la possession d'état. Voir notamment : <i>Droit de la famille</i> - 20572, 2020 QCCA 585. <i>Droit de la famille</i> - 737 (1990) R.J.Q. 85 (C.A.). <i>Droit de la famille</i> - 09358, 2009 QCCA 332. <u>Le risque est de ne pas distinguer entre un parent qui se serait très impliqué pendant 18 mois de l'autre qui a eu une possession d'état moins intense (pour utiliser ce terme), on peut préciser une fourchette pour permettre au tribunal d'évaluer la situation particulière de chaque demande d'établir la filiation.</u> Les termes sauf circonstances exceptionnelles, laissent peu de discrétion au tribunal.</u></p> <p>Spécifie que la possession d'état doit débiter à la naissance. Sur cette exigence, voir notamment : Mireille D.-Castelli et Dominique Goubau, <i>Le droit de la famille au Québec</i>, 5^e éd., p. 203. Voir aussi : <i>Droit de la famille</i> - 11394, 2011 QCCA 319</p> <p>Déclare que la possession d'état ne peut s'exercer par deux personnes conjointement. Ce faisant, le Législateur</p>

<p>personne simultanément.</p>		<p>retient les enseignements de la jurisprudence et de la doctrine.</p> <p><i>Droit de la famille — 181478, 2018 QCCA 1120, voir opinion dissidente sur l’analyse des faits:</i></p> <p><i>« Lorsque deux hommes, dont le père biologique, agissent simultanément comme pères et sont reconnus agir comme tel par le tribunal, il ne peut y avoir de possession d’état permettant de donner effet à l’article 530 C.c.Q. et de faire échec à la filiation biologique. »</i></p> <p>Voir aussi :</p> <p><i>« ... la coexistence de ces « possessions d’état » les rend l’une et l’autre équivoques, ce qui les prive de tout effet probatoire »</i> J. Pineau et M. Pratte, <i>La famille</i>, Thémis, 2007, note 45, p. 613.</p> <p>Voir aussi: <i>Droit de la famille - 22865, 2022 QCCS 1928.</i></p> <p>On ne peut donc avoir de possession d’état simultanée ou consécutive ce qui limitera certains débats</p>
<p>Art.13</p> <p>538. Le projet parental impliquant l’utilisation du matériel reproductif d’un tiers est formé dès lors qu’une personne seule ou des conjoints ont décidé, afin d’avoir un enfant, de recourir au matériel reproductif d’une personne qui n’est pas partie au projet parental et qui accepte que son matériel serve à cette fin.</p> <p>L’apport du matériel reproductif peut se faire par des activités de procréation assistée exercées dans un centre de procréation assistée. Cet apport peut</p>		<p>La filiation de tous ces enfants est indissociable.</p> <p>Au même effet, en matière de « grossesse pour autrui, voir l’art.541.1 (art.18 du Projet de Loi).</p>

<p>également se faire par insémination artisanale ou par relation sexuelle.</p> <p>Le projet parental vise tous les enfants qui en sont issus et ne peut permettre de les dissocier.</p>		
<p>Art. 14</p> <p>538.1. La filiation de l'enfant issu d'un projet parental impliquant l'utilisation du matériel reproductif d'un tiers s'établit à l'égard de la mère ou du parent par le fait de lui avoir donné naissance.</p> <p>Pour l'autre parent, le cas échéant, elle s'établit par la reconnaissance d'un lien de filiation dans la déclaration de naissance conformément aux règles prévues au présent code. À défaut de cette reconnaissance dans la déclaration de naissance, la possession constante d'état suffit.</p> <p>La possession constante d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent les rapports de filiation entre l'enfant et la personne qui se conduit à son égard comme son parent. Pour que la possession soit constante, une telle conduite doit commencer</p>		<p>La reconnaissance volontaire existe donc toujours. Pourquoi ne pourrait-elle s'établir par le document qui constate le projet parental, dans le cadre de la procréation assistée c'est l'intention qui crée le lien de filiation et il n'est pas question de possession d'état, je fais l'analogie avec l'adoption.</p> <p>Je réitère mes commentaires sur l'inconvénient de la période 24 mois et l'usage du concept <u>de circonstances exceptionnelles</u>, on repart la jurisprudence.</p>

<p>à la naissance de l'enfant et se poursuivre <u>sur une période minimale de 24 mois, sauf circonstances exceptionnelles.</u></p> <p>La possession constante d'état ne peut s'établir dans les cas où elle est exercée par plus d'une personne simultanément.</p>		
<p>Art. 15</p> <p>538.2. L'enfant issu d'un projet parental impliquant l'utilisation du matériel reproductif d'un tiers ne peut réclamer une filiation à l'égard du tiers qui a fourni son matériel reproductif aux fins du projet. Pareillement, ce dernier ne peut réclamer un lien de filiation à l'égard de l'enfant.</p>		<p>Tout ce qui accroît la stabilité de la filiation est bienvenu.</p> <p>La filiation de l'enfant ne sera plus dans les limbes au sens littéral du terme.</p>
<p>Art. 16</p> <p>Lorsqu'une condition nécessaire à la validité du projet parental n'est pas respectée, la filiation de l'enfant s'établit conformément aux règles de filiation par la reconnaissance ou par le sang. Toutefois, aucun lien de filiation ne peut être établi à l'égard de la personne ayant accepté de fournir son matériel reproductif à titre de tiers aux fins du projet.</p>		<p>Voir aussi le nouvel art.542.20 en regard de la contestation de filiation:</p> <p>542.20. Nul ne peut contester la filiation de l'enfant pour la seule raison qu'il est issu d'un projet parental impliquant la contribution d'un tiers.</p> <p>Toutefois, la filiation de l'enfant qui n'a pas une possession constante d'état conforme à son acte de naissance peut être contestée en apportant la preuve que la personne avec qui cette filiation est établie n'était pas partie au projet parental ou, selon le cas, que l'enfant n'est pas issu de ce projet.</p> <p>S'il y a un écrit ? Je réitère mes commentaires : dans le cadre de la procréation assistée c'est l'intention qui crée le lien de filiation et il n'est pas question de possession d'état, nous faisons l'analogie avec l'adoption.</p>

<p>540. La personne qui, après avoir formé un projet parental commun hors mariage ou union civile, ne déclare pas, au registre de l'état civil, son lien de filiation avec l'enfant qui en est issu engage sa responsabilité envers cet enfant et la mère de ce dernier.</p>		<p>L'article 540 de ce Code a été abrogé par l'art.85 du Projet de loi no.2. la personne qui ne déclarait pas son lien de filiation entraînait sa responsabilité, les nouvelles dispositions ne sont pas aussi claires, quoique...</p> <p>Tiré du Mémoire de l'AAADFQ sur le Projet de loi 2 :</p> <p><u>En matière d'agression on le prévoit spécifiquement, le fait que l'on puisse faire reconnaître la filiation n'entraînera pas la responsabilité civile et les dommages, si être en vie n'est pas un dommage au sens de notre jurisprudence dans les dossiers où le canal famille n'a pas été bien débranché...</u></p>
<p>Art. 17</p> <p>Les articles 539.1 et 541 de ce code sont abrogés.</p>		<p>Par ailleurs voir les dispositions transitoires :</p> <p>64. Les règles concernant la filiation d'un enfant issu d'une grossesse qui a débuté avant le (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi) et qui résulte d'un projet de grossesse pour autrui <u>sont celles qui existaient avant cette date</u></p> <p>82. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi), à l'exception</p> <p>4° de celles des articles 17 et 23 en ce qu'elles abrogent les articles 539.1 et 578.1 du Code civil, qui entrent en vigueur à la date fixée par le gouvernement</p>
<p>Art. 18</p> <p>541.1. Le projet parental impliquant une grossesse pour autrui est formé dès lors qu'une personne seule ou des conjoints domiciliés au Québec ont décidé, afin d'avoir un enfant, de recourir à une femme ou à une personne qui n'est pas partie au projet parental pour donner naissance à cet enfant.</p>		<p>De façon similaire au nouvel art.539.1 proposé dans le présent projet de loi, le projet parental inclut tous les enfants qui sont issus d'un même projet.</p>

<p>Le projet parental vise tous les enfants qui en sont issus et ne peut permettre de les dissocier.</p>		
<p style="text-align: center;">Art. 18</p> <p>541.2. La personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental doivent, avant la grossesse projetée, conclure une convention de grossesse pour autrui avec la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant. Aucune autre personne ne peut y être partie.</p> <p>Cette femme ou cette personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant doit, au moment de la conclusion de la convention, être âgée de 21 ans ou plus. Si elle est une sœur, une ascendante ou une descendante de la personne seule ou de l'un des conjoints ayant formé le projet parental, il ne doit y avoir aucune combinaison de son matériel reproductif avec celui de sa fratrie, de son ascendant ou de son descendant.</p>		<p>L'âge minimal de 21 ans est conforme à la loi fédérale. Voir l'art.6(4) <i>Loi sur la procréation assistée</i>, LC 2004, c 2,(6)(4) :</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>6(4) Nul ne peut induire une personne de sexe féminin à devenir mère porteuse ni lui conseiller de le devenir, ni pratiquer un acte médical pour aider une personne de sexe féminin à devenir mère porteuse, s'il sait ou a des motifs de croire qu'elle a moins de vingt et un ans.</i></p>
<p style="text-align: center;">Art.18</p>		<p>Bien que le coût d'une assurance soit prévu en ce qui a trait à l'indemnisation de la femme porteuse, il devrait</p>

<p>541.3 La contribution au projet parental de la femme ou de la personne qui a accepté de donner naissance à un enfant doit être à titre gratuit; elle a néanmoins droit, conformément aux normes prévues par règlement du gouvernement, au remboursement ou au paiement de certains frais et à une indemnisation, le cas échéant, pour la perte de revenus de travail occasionnée par cette contribution. Lorsqu'elle est domiciliée hors du Québec, elle a aussi droit, selon ce qui est prévu par la loi de l'État de son domicile, au remboursement ou au paiement de certains frais et à l'indemnisation pour la perte de revenus de travail.</p> <p>La personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental ne peuvent réclamer le remboursement des montants qu'ils ont versés en vertu du premier alinéa du seul fait que le projet n'a pas été mené à terme</p>		<p>y avoir une obligation de contracter une assurance-vie, médicaments et maladie quant à l'enfant , à la mère porteuse et dans le cas des enfants de la femme porteuse une assurance vie au cas de décès de la femme porteuse.</p>
<p>Art.18</p> <p>541.4. Pour que soit mené à terme le projet parental impliquant une grossesse pour autrui, la femme ou la personne qui a donné naissance à</p>		<p>Le délai nous est un peu court s'il y a eu des complications lors ou après l'accouchement au plan physique ou mental.</p>

<p>l'enfant doit, après la naissance de celui-ci, consentir à ce que la filiation de l'enfant soit établie exclusivement à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental.</p>		
<p>Art.18</p> <p>541.6. L'enfant ne peut réclamer une filiation à l'égard de la femme ou de la personne qui lui a donné naissance dans le cadre d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui auquel elle a contribué. Pareillement, celle-ci ne peut, une fois que son consentement à ce que la filiation de l'enfant soit établie exclusivement à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental a été donné ou est réputé avoir été donné,</p>		<p>Il n'en sera pas de même si la femme porteuse décide de ne pas consentir à ce que sa filiation ne soit pas établie (voir l'art.541.17). En pareil cas, les règles de la filiation par reconnaissance ou par le sang s'appliquent. En conséquence, lorsque la grossesse résulterait d'une insémination, pareille situation donnerait potentiellement lieu aux mêmes conséquences que dans l'affaire <i>In re Baby M</i>, 537 A.2d 1227, 109 N.J. 396 (N.J. 1988).</p>
<p>Art.18</p> <p>541.7. La personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental ainsi que la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant doivent être domiciliés au Québec depuis au moins un an lors de la conclusion de la convention de grossesse pour autrui pour que les règles permettant l'établissement légal ou</p>		<p>Cette condition détermine l'application subséquente des règles d'établissement judiciaire de la filiation de l'enfant (Effectivement). Qu'en sera-t-il si l'une des parties ne satisfait pas à cette condition préliminaire sur la détermination postérieure de la filiation de l'enfant? Il y aurait non application de nos règles et on se retrouverait en filiation par le sang ? La décision dans <i>Center for Gender Advocacy c. Attorney General of Quebec</i>, <u>EYB 2021-371862</u>, 2021 QCCS 191 (C.S.) (Déclaration d'appel, C.A. Montréal, n° 500-09-029391-216, 8 mars 2021) reconnaît la légalité de cette exigence. Commenté dans Blanche FOURNIER, «Commentaire sur la décision <i>Center for Gender Advocacy c. Attorney General of Quebec</i> – Transgenres, non binaires, intersexués: comment intégrer les nuances requises dans</p>

<p>judiciaire de la filiation de l'enfant puissent s'appliquer au projet parental impliquant une grossesse pour autrui</p>		<p>l'appareil de l'état civil?», <i>Repères</i>, avril 2021, EYB2021REP3261.</p>
<p>Art.18</p> <p>541.8. Seule la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à un enfant dans le cadre d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui peut, en tout temps avant la naissance de l'enfant, mettre fin unilatéralement à la convention de grossesse pour autrui; elle doit alors le faire par écrit et en notifier copie à la personne seule ou aux conjoints ayant formé le projet parental. Dans ce dernier cas, la notification à l'un des conjoints est réputée faite à l'égard de l'autre.</p> <p>En cas d'interruption de la grossesse, il est mis fin à la convention de grossesse pour autrui sans autre formalité.</p>		<p>Comme on l'a vu pas de clauses pénales ni de remboursement ni de recours en responsabilité si la femme porteuse a été négligente ou faute lourde? Clauses sur le comportement de la femme porteuse ?</p> <p>Accès au dossier médical de la femme porteuse ? Pour connaître les motifs de problèmes de santé. Où apparaitrons les règles du jeu ?</p>
<p>Art.18</p> <p>541.9. Pour donner son consentement, la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant doit consentir expressément à ce que son lien de filiation à l'égard de l'enfant soit réputé n'avoir jamais existé et à ce qu'un lien de</p>		<p>Du formalisme et des coûts</p>

<p>filiation soit établi à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental.</p> <p>Le consentement doit être donné par acte notarié en minute ou par acte sous seing privé en présence de deux témoins qui n'ont pas d'intérêt au projet de grossesse pour autrui. Dans ce cas, son auteur et les témoins le signent et y indiquent la date et le lieu où il est donné. Le consentement peut aussi être donné par une déclaration judiciaire dans le cadre d'une instance ayant trait à la filiation de l'enfant. Le refus de consentir n'est, pour sa part, soumis à aucune forme particulière.</p> <p>Si le consentement est donné dans une autre langue que le français, il doit être accompagné d'une traduction vidimée au Québec.</p> <p>Un règlement du gouvernement peut déterminer d'autres éléments sur lesquels le consentement doit porter ainsi que le contenu du document qui en fait état.</p>		
<p>Art.18</p> <p>541.10. Les montants versés en</p>		<p>Il va falloir que les montants soient clairement distingués dans la convention</p>

<p>remboursement de certains frais et, le cas échéant, l'indemnité versée pour la perte de revenus de travail à la femme ou à la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant en raison de sa contribution à un projet parental impliquant une grossesse pour autrui sont insaisissables. Toutefois, l'indemnité versée pour indemniser la perte de revenus de travail est saisissable à l'égard d'une dette alimentaire conformément aux articles 694 et suivants du Code de procédure civile (chapitre C-25.01), compte tenu des adaptations nécessaires.</p>		
<p>Art.18</p> <p>541.11. Avant le début de sa grossesse, la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant doit, sans la présence de la personne seule ou des conjoints ayant formé le projet parental, rencontrer un professionnel habilité à l'informer sur les implications psychosociales du projet de grossesse pour autrui et sur les questions éthiques qu'il implique. Il en est de même pour</p>		<p>Il serait intéressant de voir ce que constitueront les questions éthiques qui devront être abordées, prévoit-on une formation pour ces personnes ?</p> <p>Nous présumons que pour éviter tout conflit d'intérêt, il serait essentiel que chaque partie consulte un procureur indépendant.</p>

<p>la personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental.</p> <p>À la fin de la rencontre, le professionnel remet à chaque personne rencontrée une attestation signée confirmant sa présence à la rencontre.</p> <p>Le professionnel doit être membre d'un ordre professionnel désigné par le ministre de la Justice.</p>		
<p>Art.18</p> <p>541.11. Une fois la rencontre d'information effectuée, une convention de gestation pour autrui doit être faite par acte notarié en minute entre la personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental et la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant.</p> <p>Cette convention est rédigée en français. Les parties peuvent être liées seulement par sa version dans une autre langue que le français si, après avoir pris connaissance de la version française, telle est leur volonté expresse.</p> <p>Le notaire doit obtenir de chacune des parties l'attestation reçue lors de la rencontre</p>		<p>Nous ne comprenons pas la nécessité que la convention soit rédigée par un notaire. Cette convention pourrait très bien être rédigée par un avocat.</p>

<p>d'information; il en fait mention de la convention.</p> <p>La convention peut être modifiée avec le consentement de chacune des parties par acte notarié en minute.</p>		<p>A chaque fois qu'il y a une modification ?</p>
<p>541.13. La convention de grossesse pour autrui établit la nature des frais qui peuvent être payés ou remboursés à la femme ou à la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant, conformément au règlement visé à l'article 541.3. La convention prévoit aussi, le cas échéant, le dépôt, dans un compte en fidéicomis du notaire qui la reçoit, d'un montant permettant de garantir le montant qui y est convenu.</p> <p>La convention contient également les renseignements déterminés par règlement du gouvernement concernant le profil de la femme ou de la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant et de toute autre partie à la convention qui prévoit fournir son matériel reproductif.</p> <p>Un règlement du gouvernement peut prévoir toute autre norme relative au contenu de la</p>		<p>Quel est le « profil de la femme ». Pourrais-t-on spécifier que c'est uniquement aux fins de la recherche des origines, s'il y a lieu et utiliser le formulaire d'adoption.</p> <p>La gestion des dépenses et du compte ne doit pas devenir un élément de négociation de part et d'autre, ces femmes visent l'enfant à naître et la femme porteuse. La médiation obligatoire ? On prévoit un délai de versement qui serait de rigueur.</p>

convention ou au dépôt visé au premier alinéa.		
---	--	--

Art.18

541.14. Après sa naissance, l'enfant est confié, sauf s'il y a opposition de la femme ou de la personne qui lui a donné naissance, à la personne seule ou aux conjoints ayant formé le projet parental. En cas de décès ou d'impossibilité d'agir de cette personne ou de ces conjoints, l'enfant est confié au directeur de la protection de la jeunesse.

Le fait de confier l'enfant emporte, de plein droit, la délégation de l'exercice de l'autorité parentale et de la tutelle à la personne seule, aux conjoints ou au directeur de la protection de la jeunesse, selon le cas.

Lorsqu'il y a constatation écrite de cette délégation, elle doit être faite par acte notarié en minute ou par acte sous seing privé en présence de deux témoins qui n'ont pas d'intérêt au projet de grossesse pour autrui. Dans ce cas, son auteur et les témoins la signent

<p>et y indiquent la date et le lieu où elle est faite.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.15. Le consentement de la femme ou de la personne qui a donné naissance à l'enfant doit être donné au plus tard 30 jours à compter de la naissance de l'enfant, mais pas avant que 7 jours ne se soient écoulés depuis sa naissance.</p>	<p>Le consentement doit être donné entre 7 et 30 jours suivant la naissance.</p> <p>Voir aussi 541.4 C.c.Q. Nous réitérons notre commentaire sur la possibilité de prolonger le délai en cas de problèmes de santé mentale ou physique</p>
<p>Art.18</p> <p>541.16. Si les conditions permettant l'établissement légal de la filiation sont respectées, la filiation de l'enfant est réputée établie exclusivement à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental depuis la naissance de l'enfant.</p> <p>La naissance de l'enfant est déclarée au directeur de l'état civil conformément aux règles prévues au présent code.</p>	<p>Le non respect d'une des conditions entraînant la nullité de la convention et on applique la filiation par le sang (539 et 541.20)?</p>
<p>Art.18</p> <p>541.17. Si la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant disparaît avec ce dernier sans avoir</p>	<p>Si la mère porteuse refuse de consentir, la filiation s'établira alors selon les règles relatives à la filiation par reconnaissance ou par le sang. Il s'en suit que selon l'art.523 C.c.Q., al.1 :</p> <p><i>523. La filiation de l'enfant s'établit à l'égard de la mère ou du parent par le fait de lui avoir donné naissance et, à l'égard du père ou de l'autre parent,</i></p>

<p>exprimé sa volonté quant à l'établissement de sa filiation ou refuse que son lien de filiation à l'égard de cet enfant soit réputé n'avoir jamais existé et qu'un tel lien soit établi à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental, selon le cas, la filiation de cet enfant s'établit conformément aux règles de filiation par la reconnaissance ou par le sang.</p> <p>Toutefois, la présomption à l'égard du conjoint de la femme ou de la personne qui a donné naissance à l'enfant ne s'applique pas. De plus, aucun lien de filiation ne peut être établi à l'égard de la personne ayant accepté de fournir son matériel reproductif à titre de tiers aux fins du projet.</p>	<p><i>par la reconnaissance d'un lien de filiation dans la déclaration de naissance conformément aux règles prévues au présent code.</i></p> <p>Seule la femme ayant donné naissance est la mère de l'enfant. La mère porteuse serait donc la seule personne à l'égard de laquelle la filiation maternelle peut être reconnue (si la mère d'intention a fourni un ovule ?)</p>
<p>Art.18</p> <p>541.18 Lorsque la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant décède avant d'avoir exprimé sa volonté quant à l'établissement de la filiation de cet enfant, son consentement est réputé avoir été donné.</p>	<p>De quel type d'inaptitude est-il question : celle qui mène à la nomination d'un tuteur, doit-elle être permanente ?</p>

<p>La filiation est alors réputée établie exclusivement à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental depuis la naissance de l'enfant.</p> <p>Il en est de même dans le cas où elle est devenue inapte à consentir avant d'avoir exprimé sa volonté, dans la mesure où cette inaptitude est attestée par un membre d'un ordre professionnel désigné par le ministre de la Justice. Une telle attestation peut être communiquée à la personne seule ou aux conjoints ayant formé le projet parental malgré le secret professionnel auquel le professionnel est tenu à l'égard de la personne visée par l'attestation. Cette présomption ne s'applique que s'il s'est écoulé 30 jours depuis la naissance de l'enfant.</p> <p>La naissance de l'enfant est déclarée au directeur de l'état civil conformément aux règles prévues au présent code.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.19 Dans le cas où la personne seule ou les</p>	<p>Le cas échéant l'enfant serait confié à la DPJ aux fins d'adoption.</p>

<p>conjointes ayant formé le projet parental ou l'un d'eux décèdent, sont dans l'impossibilité d'agir ou disparaissent, la filiation de l'enfant, sous réserve du consentement de la femme ou de la personne qui lui a donné naissance, est réputée établie exclusivement à l'égard de cette personne seule ou de ces conjoints.</p> <p>La naissance de l'enfant est déclarée au directeur de l'état civil conformément aux règles prévues au présent code.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.20. Lorsqu'une condition préalable permettant l'établissement légal de la filiation de l'enfant n'est pas respectée, la filiation de l'enfant est établie conformément aux règles de filiation par la reconnaissance ou par le sang. Toutefois, la présomption à l'égard du conjoint de la femme ou de la personne qui a donné naissance ne s'applique pas. De plus, aucun lien de filiation ne peut être établi à l'égard de la personne ayant accepté de fournir son</p>	<p>Quel critères seront applicables, l'intérêt de l'enfant ? Quelles sont ces circonstances exceptionnelles?</p>

<p>matériel reproductif à <u>titre de tiers</u> aux fins du projet parental.</p> <p><u>Seul le tribunal est alors autorisé à modifier cette filiation.</u> Une demande à cet effet doit être présentée au tribunal dans les 60 jours de la naissance de l'enfant, sauf circonstances exceptionnelles.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.21. Lorsque le tribunal est saisi d'une demande pour modifier la filiation de l'enfant, il s'assure que les conditions générales concernant le projet parental impliquant une grossesse pour autrui ont été respectées. Il s'assure ainsi, notamment, du consentement de la femme ou de la personne qui a donné naissance à l'enfant à ce que son lien de filiation à l'égard de l'enfant soit réputé n'avoir jamais existé et à ce qu'un tel lien soit établi à l'égard de la personne seule ou des deux conjoints ayant formé le projet parental, selon le cas.</p> <p>Si le tribunal conclut à la conformité du projet parental, il confirme</p>	<p>Doit-on faire le lien avec l'article 541.20 quant aux conditions préliminaires</p>

<p>l'existence d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui et modifie la filiation de l'enfant pour l'établir à l'égard de cette personne ou des conjoints. La filiation est alors réputée établie exclusivement à leur égard depuis la naissance de l'enfant.</p> <p>Si le tribunal conclut autrement, il prononce la nullité du projet parental impliquant une grossesse pour autrui et rejette la demande.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.22. Lorsque la filiation de l'enfant est modifiée à l'égard de la personne seule ou des conjoints ayant formé le projet parental, elle l'est malgré leur décès, leur impossibilité d'agir ou leur disparition.</p>	<p>Nous comprenons également qu'il s'agit ici d'un cas d'application de la règle prévue à l'art.541.19, al.1</p>
<p>Art. 18</p> <p>541.23. En cas de décès de la femme ou de la personne qui a donné naissance à l'enfant avant d'avoir exprimé sa volonté quant à l'établissement de la filiation de l'enfant, son consentement est réputé avoir été donné.</p> <p>La même règle s'applique dans les cas</p>	<p>Ces principes sont établis aux alinéas 1 et 2 de l'art.541.18</p>

<p>où la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant est devenue inapte à consentir avant d'avoir exprimé sa volonté. Cette présomption ne s'applique que s'il s'est écoulé 30 jours depuis la naissance de l'enfant.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.24. Dans le cas où la femme ou la personne qui <u>a donné naissance à l'enfant est disparue sans ce dernier</u> avant d'avoir exprimé sa volonté quant à l'établissement de sa filiation, son consentement est présumé avoir été donné s'il s'est écoulé 30 jours depuis la naissance de l'enfant.</p>	<p>Le cas de figure de l'article 541.17 mais lorsque la femme porteuse disparaît sans l'enfant</p>
<p>Art.18</p> <p>541.25. Lorsque le tribunal a été saisi d'une demande ayant trait à la filiation d'un enfant issu d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui, il statue, au besoin, sur les honoraires payables à l'avocat qui représente la femme ou la personne qui a donné naissance à l'enfant, lesquels sont à la charge de la personne seule ou des conjoints ayant formé le projet</p>	<p>Une provision pour frais ? Selon les mêmes critères ?</p>

<p>parental, qui y sont tenus solidairement.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.26. Tout projet parental impliquant une grossesse pour autrui dans le cadre duquel la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant est domiciliée hors du Québec doit respecter les conditions générales applicables à tout projet parental impliquant une grossesse pour autrui et celles prévues à la présente sous-section, peu importe la nationalité de la personne seule ou des conjoints ayant formé ce projet, le fait qu'ils aient une résidence dans l'État du domicile de la femme ou de la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant ou, autrement, un droit d'agir à l'étranger en vertu du droit qui y est applicable et peu importe que l'établissement de la filiation de l'enfant issu d'un tel projet ait lieu à l'étranger.</p>	<p>Au mieux, il s'agit d'un vœu pieux. Les lois québécoises ont effet sur le territoire québécois, ailleurs l'article 3166 <i>C.c.Q.</i> édicte</p> <p><i>3166. La compétence des autorités étrangères est reconnue en matière de filiation lorsque l'enfant ou l'un de ses parents est domicilié dans cet État ou a la nationalité qui y est rattachée.</i></p> <p>Si on reconnaît la compétence des autorités étrangères...</p> <p>Principe reconnu par la Cour suprême du Canada dans les affaires <i>Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique c. Assoc. canadienne des fournisseurs Internet</i>, 2004 CSC 45 (CanLII), [2004] 2 RCS 427; <i>Morguard Investments Ltd. c. De Savoye</i>, 1990 CanLII 29 (CSC), [1990] 3 R.C.S. 1077.</p> <p>Voir, <i>Droit de la famille - 151172</i>, [2015] J.Q. no 4442, [2015] J.Q. no 4442, [2015] Q.J. No. 4442, 2015 QCCS 2308, 2015EXP-1767, J.E. 2015-973</p> <p><u>Les requérants, mariés depuis le 2005, demandent l'homologation du jugement rendu en Pennsylvanie les déclarant parents de l'enfant. Les requérants demandent aussi que le Directeur de l'état civil du Québec (Directeur) émette un certificat de naissance pour l'enfant. Les requérants, couple domicilié au Québec, ont eu recours à une mère porteuse américaine, domiciliée aux États-Unis, pour devenir parents. La convention de mère porteuse conclue avec cette dernière était soumise aux lois de la Californie.</u></p> <p>La Procureure du Québec (PG) et le Directeur allèguent que les dispositions du Code civil du Québec relatives à la reconnaissance d'un jugement étranger <u>ne sont pas satisfaites et que les conclusions recherchées quant à l'acte de naissance équivalent à cautionner un mode de filiation qui n'est pas reconnu par le Code civil.</u> La PG fait valoir que la filiation est matière d'ordre public et par le fait même exclue du domaine contractuel. <u>Elle prétend que la reconnaissance du jugement étranger que recherchent les requérants aurait pour conséquence d'avaliser une telle transaction.</u></p> <p>DISPOSITIF : Requête accueillie.</p> <p>L'art. 3166 C.c.Q. confirme la compétence de l'officier public de Pennsylvanie, puisque l'un des parents,</p>

	<p>soit la mère porteuse, y était domiciliée et a la nationalité américaine. Il en est de même si l'on considère que le parent désigné à cet article est l'un des requérants et que ce dernier est également de nationalité américaine. L'enfant a acquis la nationalité américaine dès sa naissance, ce qui constitue le facteur de rattachement le plus certain pour confirmer la compétence de la Pennsylvanie, où le jugement a été rendu et où l'officier public a émis l'acte de naissance. Les requérants, dont l'un est américain, ont en toute légalité bénéficié du régime juridique américain en y concluant légalement une convention de mère porteuse. Ils ont par la suite obtenu par voie judiciaire une déclaration de parentalité avant la naissance.</p> <p>Le Tribunal ne peut retenir qu'un tribunal de Pennsylvanie, qui a revu la convention des requérants avec la mère porteuse, examiné sa conformité au droit californien et évalué le consentement de toutes les parties impliquées, n'avait pas à l'esprit la protection de l'enfant à naître. Le résultat du jugement et de l'acte de naissance qui en découle est de reconnaître la filiation de deux hommes à l'égard de leur enfant. Non seulement ce résultat n'est pas contraire à l'ordre public, tel qu'il est entendu dans les relations internationales, mais il ne l'est pas non plus en vertu de l'ordre public interne du Québec, puisque le Code civil du Québec prévoit spécifiquement la possibilité pour un enfant d'avoir deux parents du même sexe. L'entente avec la mère porteuse rassure le Tribunal sur la qualité du consentement donné par cette dernière, notamment parce qu'elle ne semble avoir reçu qu'une indemnisation pour les dépenses et frais directement afférents à la grossesse.</p>
<p>Art. 18</p> <p>541.27. Le projet parental doit, avant que le processus ne soit entrepris, être soumis pour autorisation préalable au ministre de la Santé et des Services sociaux par la personne seule ou par les conjoints ayant formé le projet.</p>	<p>Donc on vise la femme porteuse qui n'est pas domiciliée au Québec, cela devient un peu lourd : comment et combien? Pourquoi ne pas utiliser un fonctionnement similaire au Secrétariat d'adoption ?</p>

<p>Cette autorisation est donnée à condition notamment que la personne seule ou les conjoints ayant formé un tel projet fournissent l'attestation reçue après la rencontre d'information, que l'État choisi par cette personne ou ces conjoints soit désigné par le gouvernement et que le projet satisfasse aux autres conditions prévues par la loi.</p> <p>Le gouvernement peut, par règlement, prévoir d'autres conditions auxquelles le projet parental doit satisfaire pour l'obtention de cette autorisation.</p> <p>Le ministre avise le directeur de l'état civil de tout projet parental qu'il reçoit pour autorisation, que le projet soit autorisé ou non.</p>	
<p>Art.18</p> <p>541.28. La personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental doivent être domiciliés au Québec depuis au moins un an avant de demander l'autorisation préalable.</p> <p>Lorsque la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à</p>	<p>Pas évident tout ce pouvoir réglementaire qui peut affecter les conditions de validité du projet parental (Formation ?)</p> <p>La nécessité d'être citoyen canadien ou encore d'avoir sa résidence permanente a posé des difficultés dans l'affaire</p> <p><i>CENTER FOR GENDER ADVOCACY C. ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC</i>, <u>EYB 2021-371862</u>, 2021 QCCS 191, 2021EXP-497 (requête pour permission d'intervenir accueillie, C.A. Montréal, n° 500-09-029391-216, 24août 2021, <u>EYB 2021-404840</u>) (désistement d'appel partiel, C.A . Montréal, n° 500-09-029391-216, 4avril 2022). La déclaration d'appel ne vise qu'une seule des conclusions, soit celle</p>

l'enfant est domiciliée hors du Canada, la personne seule ou au moins l'un des conjoints doit, de plus, être citoyen canadien ou résident permanent (nécessité voir le jugement relatif aux transgenres). Si le projet parental n'implique aucun citoyen canadien, le résident permanent doit fournir son matériel reproductif pour la conception de l'enfant visé par le projet parental.

Le gouvernement peut, par règlement, déterminer d'autres conditions auxquelles doivent satisfaire la personne seule ou les conjoints ayant formé un tel projet parental.

relative à la déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 23.2 du *Règlement relatif au changement de nom et d'autres qualités de l'état civil*, qui exige de tout enfant mineur de 14 à 17 ans qui désire changer de désignation de sexe auprès du Directeur de l'état civil qu'il soumette une déclaration du caractère «approprié» de sa démarche par un professionnel de la santé.

Le jugement en Cour supérieure est commenté dans Blanche FOURNIER, «Commentaire sur la décision *Center for Gender Advocacy c. Attorney General of Quebec – Transgenres, non binaires, intersexués: comment intégrer les nuances requises dans l'appareil de l'état civil?*», dans *Repères*, avril 2021, *La référence*, EYB2021REP3261.

Le tribunal indiquait que les dispositions relatives au changement de noms empêchent les personnes qui n'ont pas la citoyenneté canadienne d'obtenir la modification de leur sexe ou de leur nom. Il leur est difficile de trouver un emploi, ce qui nuit à leur intégration dans la société. **Comme l'état civil d'une personne est régi par le droit de son domicile, et non par son pays de citoyenneté, seule l'exigence d'être domicilié au Québec depuis au moins un an est nécessaire.** L'exigence de la citoyenneté est donc radiée des deux articles (71 et 59). **Il faut déterminer si le droit de procréer est de la même nature. Rappelons que dans la section du *Code civil* relative au droit international privé, ce dernier renvoie au concept de domicile pour déterminer la juridiction du tribunal québécois.**

Par exemple voir, *Droit de la famille -- 211290*, [2021] J.Q. no 7627 [2021] J.Q. no 7627 [2021 QCCA 1123](#) [2021EXP-1868](#) PA fait appel d'un jugement par lequel la Cour supérieure tranche une exception déclinatoire soulevée tant par BC que par GF et déclare ne pas avoir compétence pour entendre les procédures relatives à la demande de filiation de l'enfant X. En ce faisant, la Cour supérieure renvoie le dossier à la Cour supérieure de justice de l'Ontario. PA interjette également appel d'un jugement accueillant une demande de rétractation de jugement. En 2016, BC donne naissance au Québec à X. Elle ignore qui est le père de l'enfant. En effet, au moment de la conception, elle n'habite plus avec son mari GF, mais ils ont toujours des relations sexuelles ensemble. A la même époque, GF et PA se fréquentent et ils ont également des relations sexuelles non protégées. En juin 2017, BC déménage en Ontario. En juillet 2017, PA engage les procédures. Il croit être le père biologique de l'enfant X et demande à la Cour supérieure d'ordonner qu'il soit procédé à une analyse d'ADN de l'enfant et de lui-même afin de le confirmer.

	<p>Il demande également que, advenant un résultat positif, il soit déclaré le père de l'enfant. En septembre 2017, la Cour supérieure accueille la demande introductive d'instance de PA, rend un jugement par défaut contre BC et ordonne qu'une analyse d'ADN de l'enfant et de PA soit effectuée. En mai 2020, la Cour supérieure rétracte le jugement à la demande de GF.</p> <p>Appels accueillis.</p> <p>PA a raison d'affirmer que la Cour supérieure du Québec est compétente pour trancher son recours en filiation et en reconnaissance de paternité de l'enfant. Le facteur de rattachement qui fonde la compétence des autorités québécoises en matière de filiation est le domicile de l'enfant ou de l'un de ses parents.</p> <p>Par ailleurs, la juge de première instance a fait erreur en rétractant dans son entièreté le jugement de septembre 2017.</p> <p>Premièrement, GF n'a pas l'intérêt pour s'opposer à la cueillette de la preuve d'ADN dans le cadre de l'action relative à la filiation intentée par PA.</p> <p>L'analyse ne le vise pas. Deuxièmement, en ce qui a trait à l'analyse d'ADN, le jugement ne porte pas préjudice aux droits de GF.</p> <p>Il y a lieu d'accueillir l'appel en limitant la rétractation du jugement aux seules conclusions visant la déclaration de paternité de PA.</p> <p>Autre exemple quant à la souplesse des tribunaux :</p>
--	---

Caron c. Attorney General of Canada, EYB 2020-361193 , 2020 QCCS 2700 , 2020EXP-2140 Laurence Caron et Elisabeth Van Der Ven sont des conjointes de fait. Pour avoir des enfants, elles ont eu recours à la procréation assistée. Puisque leur fils Benjamin est né aux Pays-Bas, Caron, qui a la citoyenneté canadienne, a demandé au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté d'émettre un certificat de citoyenneté canadienne à son nom, en application de l'art. 3(1)(b) de la *Loi sur la citoyenneté*. Le ministre a refusé au motif que Caron n'est pas la mère biologique de Benjamin et que la mère biologique de ce dernier — Van Der Ven — n'a pas la citoyenneté canadienne. Il est admis que c'est Van Der Ven qui a porté l'enfant et que celle-ci a uniquement la citoyenneté néerlandaise. **Cependant, les demanderesses contestent l'interprétation que fait le ministre de l'art. 3(1)(b). À noter que la situation de Benjamin contraste avec celle du deuxième enfant du couple, aussi né aux Pays-Bas. En effet, puisque ce deuxième enfant a été porté par Caron, il a été reconnu comme un citoyen canadien en vertu de l'art. 3(1)(b).**

Les demanderesses demandent au tribunal de déclarer que, « selon une interprétation correcte de l'art. 3(1)(b), aucun lien biologique n'est requis entre un enfant et son parent canadien ». Elles soutiennent que l'interprétation retenue par le ministre a un impact négatif disproportionné sur les familles homosexuelles et les familles qui ne peuvent pas avoir d'enfants sans avoir recours à la procréation assistée ou à la maternité de substitution, et qu'elle est contraire au droit à l'égalité garanti par l'art. 15(1) de la Charte canadienne. Elles plaident que l'art. 3(1)(b) peut aussi être interprété équitablement comme n'exigeant pas de lien biologique entre l'enfant et son parent canadien, et que cette interprétation doit prévaloir, vu la règle selon laquelle une disposition légale doit, dans la mesure du possible, être interprétée de manière à assurer sa conformité avec les exigences constitutionnelles pertinentes.

La situation est particulière, en ce que le défendeur (le PGC) reconnaît que la lecture que fait le ministre de l'art. 3(1)(b) met cette disposition en conflit avec l'art. 15(1) de la Charte et que l'art. 3(1)(b) peut — et devrait plutôt — être interprété comme n'exigeant pas de lien biologique entre un enfant et son parent canadien. Le PGC convient de plus que le tribunal devrait rendre une ordonnance déclaratoire clarifiant l'interprétation correcte de l'art. 3(1)(b). Cette disposition se lit comme suit : « [...] a qualité de citoyen [canadien] toute personne : née à l'étranger après le 14 février 1977 d'un père ou d'une mère ayant qualité de citoyen au moment de la naissance ». La version anglaise

se lit toutefois comme suit : « [...] a person is a [canadian] citizen if : the person was born outside Canada after February 14, 1977 and at the time of his birth one of his parents, other than a parent who adopted him, was a citizen ».

Les parties reconnaissent que l'art. 3(1)(b) peut être raisonnablement interprété comme exigeant un lien biologique entre le parent canadien et l'enfant ; cependant, elles soutiennent qu'il peut également être équitablement interprété comme s'appliquant à tous les parents légaux non adoptifs. Elles ont raison. Par ailleurs, force est ici d'admettre que la lecture que fait le ministre de l'art. 3(1)(b) met cette disposition en conflit avec l'art. 15(1) de la Charte. Premièrement, son interprétation crée une distinction fondée sur un motif prohibé par la Charte, puisqu'elle traite différemment les parents biologiques et les parents non biologiques : les premiers transmettent automatiquement leur citoyenneté canadienne à leurs enfants nés à l'étranger, mais pas les seconds. Ainsi, si l'interprétation du ministre prévalait, l'art. 3(1)(b) créerait à première vue une distinction fondée sur la manière de concevoir, qui a été considérée à juste titre comme un motif analogue de discrimination aux fins de l'art. 15(1) de la Charte.

L'interprétation du ministre est également problématique dans la mesure où elle fait que l'art. 3(1)(b) a un impact négatif disproportionné sur les familles de même sexe. Deuxièmement, l'interprétation que retient le ministre a pour effet de refuser à un grand nombre de familles de même sexe le bénéfice de la loi d'une manière qui renforce, perpétue ou exacerbe les désavantages auxquels sont confrontées ces familles. Les parents de même sexe se voient refuser la possibilité donnée aux parents biologiques de transmettre automatiquement leur citoyenneté canadienne à leur enfant né à l'étranger. L'interprétation du ministre a aussi pour effet de refuser un bénéfice de la loi important — la citoyenneté canadienne — à un enfant né à l'étranger qui a pourtant un parent canadien. Ici encore, le droit à l'égalité protégé par la Charte est bafoué.

Vu ce qui précède, le tribunal déclare que l'interprétation de l'art. 3(1)(b) de la *Loi sur la citoyenneté* appliquée à Benjamin Caron, exigeant un lien biologique avec sa mère Laurence Caron, viole l'art. 15(1) de la Charte canadienne. Il déclare aussi que, pour se conformer à l'art. 15 de la Charte, l'art. 3(1)(b) doit être lu et appliqué de telle sorte que le mot « parent », dans la version anglaise du texte, et les mots « père et mère » dans la version française, fassent référence non seulement à la

	filiation biologique, mais à la filiation légale.
<p>Art. 18</p> <p>541.29. La personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental doivent rencontrer un professionnel habilité à les informer sur les implications psychosociales d'un tel projet et sur les questions éthiques qu'il implique.</p> <p>À la fin de la rencontre, le professionnel remet à chaque personne rencontrée une attestation signée confirmant sa présence à la rencontre.</p> <p>Le professionnel doit être membre d'un ordre professionnel désigné par le ministre de la Justice.</p>	Nous réitérons le besoin de formation (voir 541.11) et la nécessité de pouvoir consulter un autre professionnel indépendant
<p>Art. 18</p> <p>541.30. Le consentement de la femme ou de la personne qui a donné naissance à l'enfant doit être donné en termes exprès, par écrit ou par</p>	Voir 541.11

<p>déclaration judiciaire dans le cadre d'une instance ayant trait à la filiation de l'enfant.</p> <p>S'il est donné dans une autre langue que le français, il doit être accompagné d'une traduction vidimée au Québec.</p>	
<p>Art. 18</p> <p>541.31. Le projet parental ne peut se réaliser que si la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant est domiciliée dans un État étranger désigné par le gouvernement.</p> <p>Le gouvernement peut seulement désigner un État étranger où les règles et les pratiques en matière de grossesse pour autrui ne contreviennent pas à l'ordre public (international ?) et assurent l'intérêt de l'enfant une fois qu'il sera né (en lien avec la Convention des droits de l'enfant ?), incluant sa sécurité et son intégrité ainsi que la sécurité et l'intégrité des autres personnes impliquées dans un projet de grossesse pour autrui. Il peut également tenir compte de tout</p>	<p>La jurisprudence rendue à ce jour en matière d'adoption sur consentement spécial suite à une grossesse pour autrui, s'est majoritairement portée à permettre de telles adoptions nonobstant la prohibition contenue à l'art.541 C.c.Q. actuel. Nous croyons que nos tribunaux seraient peu enclin à ne pas donner effet au jugement ou à l'acte de naissance étranger et ce, pour des motifs similaires à l'affaire <i>Adoption - 1445, 2014 QCCA 1162, par.66 et ss (le jugement Morrissette)</i>:</p> <p>« J'en viens donc à la conclusion, pour les raisons qui précèdent, que faire droit à la requête pour ordonnance de placement en vue de l'adoption de l'enfant X est, selon l'expression fort juste du Pr Moore, la solution la moins insatisfaisante. C'est très certainement celle qui, conformément aux articles 33 et 543 C.c.Q. sert le mieux l'intérêt de l'enfant X. Celle-ci vit depuis sa naissance avec son père, son aîné de trois ans qui est le fils du même père, et l'appelante, conjointe de leur père. Cette cellule familiale, qui actuellement comprend son demi-frère Y et l'appelante, est la seule qu'elle connaît. C, dont le nom apparaît sur l'acte de naissance de l'enfant X, n'a jamais eu la moindre intention d'exercer une quelconque autorité parentale sur cet enfant dont elle a été la gestatrice.</p> <p>Si cette autorité parentale était exercée par B et C plutôt que par B et A, il en résulterait une situation tout à fait artificielle qui compliquerait sans raison mais de manière tangible diverses circonstances de la vie courante, allant du consentement aux soins au choix d'une école en passant par l'obtention d'un passeport ou la possibilité même de faire un voyage. Aussi est-il vraisemblable que, par la force des choses, B exercera seul l'autorité parentale. Mais d'autres difficultés surgiront, dont certaines risquent d'être graves. Qui composera la famille élargie de X, ses grands-parents, ses oncles, tantes et cousins? Qu'advientra-t-il si l'appelante et son conjoint périssent dans un accident? S'ils venaient à se séparer, quel lien subsisterait entre X et l'appelante? X ne pourrait succéder à l'appelante si cette dernière venait à décéder ab intestat. Succéderait-elle à C si celle-ci décédait ab intestat? Au décès de B, c'est encore C qui serait la mère de l'enfant. On pourrait multiplier les hypothèses de ce genre dont toutes ou</p>

<p>autre critère qu'il estime approprié.</p> <p>Cette désignation est faite sur recommandation conjointe du ministre de la Justice et du ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que, selon le cas, du ministre des Relations internationales ou du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes.</p>	<p>presque pointent dans la même direction.</p> <p>Autoriser l'adoption est également la solution qui respecte le mieux le principe fondamental énoncé à l'article 522 C.c.Q., qui veut que tous les enfants dont la filiation est établie aient les mêmes droits et les mêmes obligations, quelles que soient les circonstances de leur naissance.</p> <p>Le projet parental de l'appelante et de son conjoint comportait de sérieux risques juridiques, amplement mis en lumière dans les sources que j'ai citées plus haut. Par ailleurs, même si dans la jurisprudence actuelle et publiée l'on ne trouve aucun exemple de poursuite criminelle ou pénale en vertu de la LPA, cette loi est bel et bien en vigueur et elle prévoit de graves sanctions dans les cas de maternité de substitution rétribuée.</p> <p><u>Il est essentiel qu'avant de s'engager sur la même voie que l'appelante et son conjoint, les parties à un tel projet soient pleinement informées des aléas qu'il recèle ainsi que de la nécessité de se conformer aux dispositions de la LPA et de la LPJ. Il m'apparaît nécessaire de le rappeler car le dossier du pourvoi, tel qu'il est constitué, laisse planer certains doutes quant à la teneur et la suffisance de l'information mise à la disposition des intéressés par les médecins ou éthiciens qu'ils ont consultés.</u></p> <p>Cela dit, en l'espèce, il importe peu que la mère porteuse ait ou n'ait pas été rémunérée. Dans le contexte d'une requête pour une ordonnance de placement en vue de l'adoption, c'est l'intérêt de l'enfant qui prévaut et non les circonstances de sa naissance Il revient aux autorités compétentes de voir à la sanction des actes illégaux selon la LPA, ce n'est pas au tribunal saisi de la requête pour l'ordonnance de placement de l'enfant qu'incombe cette responsabilité. »</p>
<p>Art 18</p> <p>541.37. La reconnaissance de l'acte de naissance dressé par une autorité compétente étrangère ou de la décision prononcée à l'étranger <u>produit, à compter de la date à laquelle la filiation de l'enfant a pris effet dans l'État étranger à l'égard</u> de la personne seule ou des conjoints ayant formé le projet parental ou de l'un d'eux, les</p>	<p>Au Québec la jurisprudence et la doctrine conviennent que le jugement a un effet déclaratoire et que l'enfant a eu ses parents depuis la naissance donc n effet rétroactif.</p>

<p>mêmes effets que si cet acte avait été dressé au Québec ou que si cette décision y avait été rendue.</p>	
<p>Art. 18</p> <p>542.1. Toute personne issue d'une procréation impliquant la contribution d'un tiers, y compris celle âgée de moins de 14 ans qui a l'accord de ses père et mère, ou de ses parents, ou de son tuteur, a le droit d'obtenir, auprès de l'autorité désignée par la loi, parmi les renseignements contenus au registre visé à l'article 542.10, le nom du tiers, les renseignements concernant son profil déterminés par règlement du gouvernement ainsi que les renseignements permettant de prendre contact avec lui, sauf si, dans ce dernier cas, un refus au contact y fait obstacle.</p> <p>Elle a aussi le droit d'obtenir une copie, selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement, de la convention de grossesse pour autrui, du jugement ayant trait à sa filiation, le cas échéant, ainsi que des autres documents</p>	<p>Ce qui évidemment aura été expliqué dès le départ du processus ...au Québec, l'obligation d'informer ne pouvant être exportée.</p>

<p>contenus dans le dossier judiciaire et de tous autres documents déterminés par ce règlement. La communication de tout document doit toutefois être faite dans le respect du refus au contact exprimé, le cas échéant, et les passages fournissant des renseignements permettant de prendre contact avec le tiers doivent, en conséquence, être retirés ou caviardés.</p>	
<p>Art. 18</p> <p>542.2. Il appartient au parent de l'enfant de l'informer du fait qu'il est issu d'une procréation impliquant la contribution d'un tiers.</p> <p>Il lui appartient également de l'informer des règles relatives à la communication du nom du tiers, des renseignements concernant le profil de ce dernier, de ceux permettant de prendre contact avec lui ainsi</p>	<p>Nous faisons l'analogie avec l'adoption et ce qui est écrit en jurisprudence et en doctrine quant à cette obligation, en bref loi et la réalité :</p> <p>Le principe de la confidentialité quasi absolue qui présidait aux règles du <i>Code civil</i> (art. 583 C.c.Q.) d'avant le <i>Projet de loi 113</i> a été transformé en une quasi obligation de divulgation. Ce <i>Projet de loi</i> facilite <u>la recherche de renseignements médicaux</u> (art. 584 C.c.Q.)¹. Cette information médicale sera transmise au corps médical² par la DPJ (art.73.3.13, al.2 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>).</p> <p>On peut contraindre les parents adoptifs à informer l'adopté de son statut et du jugement d'adoption, bref de ses véritables origines (art. 583.11 C.c.Q.)³. Dans l'affaire <i>Droit de la famille-2427</i>⁴, rendue en vertu des anciennes dispositions du <i>Code civil</i>, les faits sont les suivants: l'enfant ne sait pas et n'a jamais su qu'il a été adopté. Le père biologique souffre du sida et demande de contraindre les parents à informer l'enfant qu'il y a une demande d'information dans le but de retrouvailles, cette divulgation devant se faire dans un délai de 90 jours. <u>La DPJ déclare qu'il ne peut poursuivre les démarches de retrouvailles parce qu'il n'a pas le consentement de l'adopté et qu'il ne lui revient pas d'annoncer</u></p>

¹ Voir, Alain ROY, *Droit de l'adoption 2^e*, Montréal, 2010, *La Collection bleue*, Wilson et Lafleur, p.142.

² Michelle GIROUX, «Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation» dans Collectif, *La Charte québécoise : origines, enjeux et perspectives*, (2006) 66.5 *Revue du Barreau* 255, 265.

³ *Droit de la famille – 2427*, REJB 1996-30324, J.E. 96-1144 J.E. 96-1144 (C.Q.).

⁴ [1996] R.J.Q. 1451 (C.Q.).

que des documents auxquels l'enfant a droit.

à l'adopté sa véritable identité. L'enfant souffre actuellement de problèmes de délinquance. À ce moment-ci, le dévoilement de sa situation d'enfant adopté pourrait créer une «crise». Certes si la disposition a été modifiée, les méandres de la psychologie infantile ne permettent pas de conclure que cette divulgation soit toujours dans l'intérêt de l'adopté.
Ah oui, s'agirait-il d'une obligation de moyens...

Autrefois, l'article 632, et aujourd'hui l'article 583 du *Code civil du Québec*, énonce que les parents ont le droit d'obtenir les renseignements leur permettant de retrouver leur enfant qui a été adopté si ce dernier, devenu majeur, y a préalablement consenti. Il va sans dire que l'enfant qui ne connaît pas son statut d'enfant adopté ne peut pas donner son consentement.

La question est donc la suivante : le tribunal devrait-il ordonner aux parents adoptifs de dévoiler à leur enfant son statut d'enfant adopté en vertu de l'article 583.11 C.c.Q.? Le tribunal peut-il ordonner au directeur de la protection de la jeunesse de révéler à l'enfant sa véritable identité, nonobstant la volonté des parents? Nous citons :

Au sujet de l'article 632 du *Code civil du Québec*, Mme Mireille D. Castelli, dans la deuxième édition de son livre, *Précis du droit de la famille*, mentionne « [qu'] on ne pourra obtenir la levée de la confidentialité lorsque la demande émane du parent par le sang d'un enfant majeur qui ignore sa situation d'adopté. (Revois omis)

Dans l'affaire *Droit de la famille-2427*⁵, le père biologique détient toutes les informations nécessaires pour lui permettre de retrouver son enfant. Il sait déjà qui l'a adopté. S'il n'a pas tenté de rejoindre son enfant, ce n'est pas par manque de renseignements, mais plutôt pour éviter de lui causer un préjudice.

Le père biologique ne veut d'ailleurs pas obtenir des renseignements; il veut que les parents adoptifs ou le directeur de la protection de la jeunesse informe l'enfant qu'il est adopté pour que ce dernier puisse ou non donner son consentement à des contacts. Nous citons :

Le tribunal croit que c'est la prérogative des parents d'informer ou non leur enfant de son statut d'enfant adopté. Le tribunal ne peut les obliger à faire ce dévoilement. Les parents, qui d'ailleurs connaissent bien leur fils, doivent agir dans son meilleur intérêt. Il revient donc aux parents de décider s'il est préférable ou non de dévoiler à Y... son statut d'enfant adopté.

De plus, le tribunal retient que présentement il ne serait pas dans l'intérêt de l'enfant de lui faire savoir qu'il a été adopté. Le tribunal renvoie à un jugement de l'honorable juge Oscar d'Amours :

⁵ [1996] R.J.Q. 1451 (C.Q.).

[A]ucun texte de loi ou de réglementation ne crée pour les adoptants aujourd'hui une obligation d'informer l'enfant de son adoption [NDR : il y a maintenant l'article 583.11 C.c.Q.?].

[...]

L'article 632 du Code civil du Québec ne souffre pas d'interprétation pour le mis en cause. Si, à titre de dépositaire des archives des sociétés d'adoption, il a en main le consentement des deux parties, c'est-à-dire du parent biologique et de l'enfant devenu majeur, il doit leur transmettre les informations nécessaires leur permettant de se retrouver.

Le problème réside dans les situations comme celles qui sont présentées à la Cour où l'on doit appliquer de nouvelles règles de droit à des situations qui ont pris naissance dans le passé, à des situations qui ont évolué comme toute situation humaine qui sont le fruit d'un passé, le témoin d'un présent et le maître d'un futur.

En regard de la situation présente, la cour peut-elle ordonner au mis en cause d'aller informer l'adoptée du désir de sa mère biologique de la rencontrer?

La Cour d'Appel [1984] C.A. 526 a déjà décidé que le fait d'informer l'une des parties concernée par l'article 632 ne constituait pas de la sollicitation. Mais dans la cause soumise à la Cour d'Appel, il s'agissait d'une enfant adoptée qui voulait que sa mère biologique soit informée de son désir de la rencontrer. Dans la présente situation, il s'agit d'une mère qui veut que son enfant soit informée de son désir de la rencontrer et le mis en cause a l'information à l'effet que cette adoptée devenue majeure n'est pas au courant de sa situation d'enfant adoptée. Fort de cette information, le mis en cause, dans une situation où il est clair que les adoptants n'ont pas informé l'adoptée de sa situation, peut-il passer outre à une interdiction formelle des adoptants et aller informer l'adoptée des désirs de sa mère biologique?

Sur ce point, la Cour ne croit pas qu'il soit des pouvoirs et prérogatives du mis en cause de passer outre aux consignes des adoptants et aller directement informer l'enfant adoptée. Lorsque la société d'adoption a confié l'enfant aux adoptants, elle désirait que cette enfant devienne à tous égards et à l'égard de tous l'enfant des adoptants qui eux l'ont acceptée suivant la loi et l'absence de réglementation relative aux recherches d'antécédents. Ils l'ont assumée et ils continuent d'agir à son égard comme des parents. Dans un jugement du mois d'avril 1989(4), l'honorable juge Claude Tremblay s'interroge à savoir s'il faut ordonner au CSS de révéler à l'enfant adopté son statut pour lui demander ensuite s'il consent aux retrouvailles. (Nos soulignements)

	<p>L'honorable juge Tremblay écrit, quant à lui:</p> <p>À notre avis, l'article 632 ne le permet pas. Cet article ne permet les retrouvailles que si l'enfant adopté majeur y a préalablement consenti. L'enfant ignorant de son statut ne peut donner de consentement. En effet, pour consentir, cela suppose une connaissance.</p> <p>L'intention du législateur semble claire à l'effet que la possibilité des retrouvailles ne s'adresse qu'à ceux qui connaissent leur statut d'adoptés, car personne ne peut donner un consentement à ce qu'il ne connaît pas.</p> <p>[...]</p> <p><u>Si le législateur veut permettre les retrouvailles pour les enfants majeurs qui ne connaissent pas leur statut et ainsi provoquer le dévoilement de l'adoption, il n'a qu'à le dire clairement.</u> (Nos soulignements)</p> <p>Le 27 mai 1991, les honorables juges Tourigny, Brassard et Dussault de la Cour d'appel confirment le jugement de l'honorable juge Tremblay:</p> <p>L'article 632 du Code civil du Québec établit le droit «aux retrouvailles», mais ce droit demeure assujéti au consentement préalable, soit de l'enfant adoptée devenue majeure, soit des parents biologiques, selon le cas; ce n'est qu'une fois ce consentement établi et donné que l'intimé pourrait permettre l'identification de l'enfant adoptée, soit en donnant l'information, soit en donnant accès à son dossier; ce consentement préalable, en l'espèce, n'existe pas et, par conséquent, la requête dirigée contre l'intimée ne saurait être accueillie.</p> <p>Le tribunal refuse donc de contraindre les parents adoptifs à divulguer à l'enfant qu'il a été adopté⁶. Nous croyons que les arguments retrouvés dans ces décisions, même s'ils datent de la fin des années 80, devraient servir d'éléments de réflexion aux tenants du droit «absolu» à la connaissance des origines. Plusieurs éléments doivent être considérés dans le meilleur intérêt du concerné : l'enfant. Bien que l'autonomie quant à l'exercice de l'autorité parentale ne fasse pas partie des droits protégés par les Chartes, nous croyons que la réflexion sur cette question doit porter aussi sur le rôle des parents adoptifs; ils devraient être clairement informés de ces limites tout comme les autres parties impliquées⁷.</p>
--	---

⁶ Michelle GIROUX, «Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation» dans Collectif, *La Charte québécoise : origines, enjeux et perspectives*, (2006) 66.5 *Revue du Barreau* 255, 263.

⁷ Voir, Marie PRATTE, «La situation de la famille de 2020 : Liberté, égalité, solidarité?» dans Collectif, *La famille à l'horizon*, Montréal, 2008, Les presses de l'Université du Québec, 401, 421.

Dans un autre ordre d'idées, les lois sur l'accès à l'information ne sauraient être d'un quelconque secours pour une personne qui recherche ses origines à la suite d'une adoption. C'est ce qu'il faut conclure de la décision dans *Centre jeunesse de Montréal c. L. (M.)*⁸. Le tribunal renvoie à une décision rendue par le juge Oscar D'Amour qui procède à une étude exhaustive de la situation⁹.

[32] Les auteurs Me Raymond Doray et François Charrette sont également de cet avis. Voici ce qu'ils écrivent à ce sujet:

Le premier alinéa de l'article 2.1 exclut les documents contenus dans un dossier d'adoption du champ d'application de la *Loi sur l'accès* en prescrivant que l'accès à ces documents et la protection des renseignements personnels qu'ils contiennent sont régis par le *Code civil du Québec* et les autres lois relatives à l'adoption.

Au mois d'avril 1986, conformément à l'article 178 de la *Loi sur l'accès*, la Commission d'accès à l'information a remis au gouvernement son *Rapport sur les dispositions inconciliables des lois québécoises avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Ce rapport consacrait un chapitre entier au caractère inconciliable des articles 631 et 632 du *Code civil du Québec* (1980) avec la Loi sur l'accès. Il abordait de plus la problématique des "retrouvailles", c'est-à-dire de la recherche, par les personnes ayant été adoptées ou ayant confié un enfant à l'adoption, de leurs parents biologiques dans le premier cas, ou de leurs enfants dans le second cas (voir aux pages 190 à 207 du Rapport). À cette occasion, la Commission formulait à l'attention du gouvernement et du législateur diverses recommandations pour tenter de concilier les impératifs de protection de la vie privée avec la problématique des "retrouvailles".

En 1987, lors de l'adoption de la loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.Q. 1987, c.68), le législateur n'a pas donné suite aux recommandations de la Commission d'accès à l'information et a plutôt opté pour le maintien du régime énoncé à l'époque aux articles 631 et 632 C.c.Q. (1980). Ce régime a par la suite été quelque peu assoupli à l'occasion de la réforme du Code civil du Québec afin de permettre au tribunal de fournir à l'adopté ou aux proches parents de l'adopté des renseignements permettant d'éviter un préjudice grave à leur santé. Les articles 582 à 584 du *Code civil du Québec* auxquels renvoie maintenant l'article 2.1 de la *Loi sur l'accès* se lisent comme suit:

⁸ EYB 2009-156072, 2009 QCCQ 2228, n° 500-80-013159-091 (Confirmée en appel 2010 QCCQ 5647 (C.Q.)).

⁹ *Droit de la famille* – 807, [1990] R.J.Q. 1194 (C.Q.).

	<p>(...)</p> <p>Le deuxième alinéa de l'article 2.1, qui réfère au paragraphe 5 de l'article 123 et au paragraphe 2 de l'article 127 de la <i>Loi sur l'accès</i>, confère néanmoins à la Commission la compétence et les pouvoirs de veiller au respect de la confidentialité des renseignements personnels contenus dans les dossiers d'adoption détenus par les organismes publics.</p> <p><u>Il est intéressant de noter que dans <i>B. (R.) c. Centre de services sociaux de Québec</i>, [1993] C.A.I. 131, en s'appuyant sur l'article 2.1, la Commission a exercé sa compétence pour refuser l'accès au dossier d'adoption alors que, précédemment, elle avait décliné compétence sur cette question: <i>X c. Centre de services sociaux de Montréal-métropolitain</i>, [1988] C.A.I. 286. Cette dernière décision nous apparaît plus conforme au libellé de l'article 2.1 qui, pour l'essentiel, exclut les dossiers d'adoption du champ d'application de la <i>Loi sur l'accès</i> et par voie de conséquence, les soustrait à la juridiction de la Commission.</u></p> <p>(Nos soulignements)</p> <p>Pour conclure, le consentement mutuel devient donc l'élément déclencheur des contacts¹⁰. Toutefois, dans certains cas, les minces informations relatives au parent biologique ou à l'enfant adopté qui ne permettront pas de le localiser ou le décès de l'un ou de l'autre empêcheront la tenue de contacts.</p> <p>En l'espèce, le projet de loi 12 modifie les lois suivantes :</p> <p><i>LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</i></p> <p>28. L'article 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3.1°, du suivant : « 3.2° aux renseignements et aux documents relatifs à la procréation d'un enfant impliquant la contribution d'un tiers contenus dans le registre tenu par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, conformément à l'article 542.10 du Code civil; ».</p> <p>Cet article se lirait donc comme suit :</p> <p>2. La présente loi ne s'applique pas:</p> <p>1° aux actes et au registre de l'état civil;</p> <p>2° aux registres et autres documents conservés par les officiers de la publicité des droits à des fins de publicité;</p>
--	--

¹⁰ Voir, Alain ROY, *Droit de l'adoption 2^e*, Montréal, 2010, *La Collection bleue*, Wilson et Lafleur, p.139 et s.

3° au registre des lobbyistes prévu par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011);

3.1° au registre visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1);

3.2° aux renseignements et aux documents relatifs à la procréation d'un enfant impliquant la contribution d'un tiers contenus dans le registre tenu par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, conformément à l'article 542.10 du Code civil;

LOI SUR LES ACTIVITÉS CLINIQUES ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE PROCRÉATION ASSISTÉE

29. La Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée, par l'insertion, après l'article 10.2, du suivant :

« 10.2.1. **Avant d'exercer toute activité de procréation assistée dans le cadre d'un projet parental impliquant une grossesse pour autrui au sens du Code civil, le médecin doit avoir obtenu, au préalable, une attestation du notaire confirmant l'existence d'une convention de grossesse pour autrui notariée en minute** entre la personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental et la femme ou la personne qui a accepté de donner naissance à l'enfant, ».

30. L'article 36.1 de cette loi est modifié par l'insertion, après « 10.2 », de «, à l'article 10.2.1 ».

31. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 43, du suivant : «43.1. Aux fins de l'application des articles 542 à 542.18 du Code civil, **un centre de procréation assistée** doit, concernant le tiers qui fournit son matériel reproductif dans le but de contribuer à la procréation assistée d'un enfant, recueillir:

1° les renseignements concernant son profil déterminés par règlement conformément à l'article 542.1 de ce code;

2° son nom;

3° les renseignements permettant de prendre contact avec lui. Lorsque le matériel reproductif d'un tiers est utilisé pour contribuer à la procréation assistée d'un enfant, le centre doit transmettre ces renseignements dans les meilleurs délais au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour qu'il les inscrive au registre tenu conformément à l'article 542.10 de ce code.

Toutefois, si le matériel reproductif utilisé pour contribuer à la procréation assistée d'un enfant provient de l'extérieur du Québec, le centre doit informer la personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental de leur obligation de transmettre au directeur de l'état civil les renseignements concernant le profil conformément à l'article

	<p>542.15 de ce code.</p> <p>Pour sa part, le centre doit transmettre dans les meilleurs délais au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour qu'il les inscrive au registre tenu conformément à l'article 542.10 de ce code, le nom de l'entreprise d'où provient ce matériel et le lieu où elle est située. Un règlement du gouvernement prévoit les autres renseignements qui doivent être transmis par le centre à ce ministre. ».</p>
--	---

<p>Art.18</p> <p>542.3. Une personne de 14 ans ou plus issue d'une procréation assistée impliquant la contribution d'un tiers qui en fait la demande auprès de l'autorité désignée par la loi a droit d'être informée du fait qu'elle est issue d'une procréation impliquant la contribution d'un tiers, à la condition que ce renseignement soit disponible au registre visé à l'article 542.10. L'autorité désignée l'informe aussi des règles relatives à la communication du nom du tiers, des renseignements concernant le profil de ce dernier, de ceux permettant de prendre contact avec lui ainsi que des documents auxquels cette personne a droit.</p>	<p>Oui, il y a plusieurs joueurs ou joueuses dans la démarche depuis le début.</p>
---	--

<p>Art.18</p> <p>542.5. Le tiers qui a contribué à la procréation d'un enfant doit, lors de la première demande de renseignements le concernant, en être informé par l'autorité désignée par la loi afin qu'il puisse exprimer sa volonté quant au contact en indiquant, le cas échéant, les conditions auxquelles le contact est autorisé. S'il est introuvable ou inapte à exprimer sa volonté, la communication de son nom entraîne de plein droit un refus au contact. Dans l'éventualité où ce tiers est retrouvé ou redevient apte à exprimer sa volonté, l'occasion de maintenir ou de retirer ce refus doit lui être offerte.</p> <p>Le tiers qui a exprimé son refus quant à la prise de contact à la suite d'une première demande peut, en tout temps, retirer ce refus auprès de l'autorité désignée par la loi.</p>		<p>Ceci est le pendant de l'art.583.4 C.c.Q. en matière d'adoption :</p> <p>583.4 Un parent d'origine peut inscrire un refus à la communication de son identité dans les 30 jours qui suivent la naissance de l'enfant. Dans ce cas, l'identité de l'enfant est protégée de plein droit envers ce parent.</p> <p>Lors de la première demande de renseignements le concernant, le parent d'origine doit être informé de celle-ci afin qu'il puisse maintenir son refus ou le retirer.</p> <p>Un tel refus à la communication de l'identité du parent d'origine cesse d'avoir effet au dix-huitième anniversaire de l'adopté. Il en va de même de la protection de plein droit de l'identité accordée à l'adopté lorsqu'un tel refus est inscrit par le parent d'origine.</p>
<p>Art. 18</p> <p>542.6. En cas de décès de la personne recherchée, seuls son nom, les renseignements</p>		<p>D'où la nécessité de bien définir les contours du concept de profil</p>

<p>concernant son profil et, le cas échéant, les documents visés au deuxième alinéa de l'article 542.1 sont communiqués.</p>		
<p>Art. 18</p> <p>542.10. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale tient un registre qui contient les renseignements et les documents auxquels a droit une personne issue d'une procréation impliquant la contribution d'un tiers ainsi que ceux se rapportant à la volonté de ce tiers quant au contact avec cette personne.</p>		<p>Il est difficile de comprendre le choix du ministère, d'autant qu'en matière de grossesse pour autrui, ce serait le ministère de la santé et des services sociaux qui aurait juridiction. Voir notamment le nouvel article 542.16.</p> <p>Comme s'il n'y avait pas assez d'intervenants dans la chose.</p>
<p>Art.18</p> <p>542.11. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est l'autorité désignée pour révéler à toute personne issue d'un projet parental impliquant l'utilisation du matériel reproductif d'un tiers ou une grossesse pour autrui dans le cadre duquel toutes les parties sont domiciliées au Québec ou à ses descendants au premier</p>		<p>Le principe de la confidentialité quasi absolue qui présidait aux règles du <i>Code civil</i> (art. 583 C.c.Q.) d'avant le <i>Projet de loi 113</i> a été transformé en une quasi obligation de divulgation. Ce <i>Projet de loi</i> facilite <u>la recherche de renseignements médicaux</u> (art. 584 C.c.Q.)¹¹. Cette information médicale sera transmise au corps médical¹² par la DPJ (art.73.3.13, al.2 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>).</p>

¹¹ Voir, Alain ROY, *Droit de l'adoption 2^e*, Montréal, 2010, *La Collection bleue*, Wilson et Lafleur, p.142.

¹² Michelle GIROUX, «Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation» dans Collectif, *La Charte québécoise : origines, enjeux et perspectives*, (2006) 66.5 *Revue du Barreau* 255, 265.

<p>degré, s'il y a lieu, qui lui en font la demande les renseignements et les documents qu'il détient et que ces personnes ont le droit d'obtenir en vertu de la présente sous-section. Le ministre est également l'autorité désignée pour révéler au médecin qui lui fournit l'attestation confirmant que la santé de la personne issue d'un tel projet, du tiers qui y a contribué ou de l'un de leurs proches liés génétiquement, selon le cas, justifie la communication des renseignements médicaux les renseignements qu'il détient en vertu de la présente sous-section et que ce médecin a le droit d'obtenir en vertu de l'article 542.18.</p> <p>Si le ministre a des raisons de croire qu'il lui manque des renseignements ou des documents ou que ceux-ci sont incomplets, il peut procéder à une enquête sommaire pour obtenir les renseignements requis.</p>		
<p>Art. 18</p> <p>542.15. Dans le cas d'un projet parental impliquant l'utilisation du matériel reproductif</p>		<p>Comment le DEC agira –t-il si les personnes ne veulent pas donner le nom de l'artisan ou du fournisseur de l'apport de force génétique ou si ce dernier refuse? LE DEC peut-il refuser d'inscrire au registre, et encore une fois qu'arrive-t-il à l'enfant</p>

<p>d'un tiers par insémination artisanale ou par relation sexuelle, le nom du tiers, les renseignements permettant de prendre contact avec lui et ceux concernant son profil qui sont déterminés par règlement du gouvernement sont recueillis par la personne seule ou par les conjoints ayant formé le projet parental. Il en est de même dans le cas d'un projet parental impliquant l'utilisation de matériel reproductif provenant de l'extérieur du Québec dans le cadre d'activités de procréation assistée exercées dans un centre de procréation assistée, dans la mesure où les renseignements sont connus.</p> <p>Les renseignements sont transmis au directeur de l'état civil par la personne seule ou les conjoints ayant formé le projet parental à l'occasion de la déclaration de naissance de l'enfant. Après avoir dressé l'acte de naissance, le directeur de l'état civil inscrit ces renseignements, le nom de l'enfant ainsi que sa date de naissance et les autres renseignements déterminés par</p>		
--	--	--

<p>règlement du gouvernement au registre.</p>		
<p>Art.18</p> <p>542.21. Toute personne intéressée, y compris le père ou la mère ou l'un des parents de l'enfant, peut contester par tous moyens la filiation de celui qui n'a pas une possession constante d'état conforme à son acte de naissance.</p>		<p>Comme les litiges relatifs à la filiation sont imprescriptibles, la demande peut se faire très longtemps après sous réserve des articles 530 ou 540.20. Ce qui permet au père ou à la mère à l'acte mais sans possession d'état au sens de la loi de contester de contester la filiation hors le délai d'un an, et qui n'était pas permis avant, certains avaient tenté de démontrer que c'était le recours de l'enfant, ce qui n'avait pas fonctionné car on tentait de faire indirectement...Encore ici ce n'est pas la stabilité qui est recherchée.</p>
<p>Art. 18</p> <p>542.22. L'enfant peut contester sa filiation pour la seule raison qu'il est issu d'une agression sexuelle commise par son père ou par le parent qui ne lui a pas donné naissance, qu'il y ait ou non possession constante d'état conforme à son acte de naissance. La contestation ne peut être accueillie que si l'intérêt de l'enfant le commande.</p> <p>L'enfant peut demander le rétablissement définitif du lien de filiation retiré à sa demande, à moins qu'il n'ait été adopté.</p>		<p>L'étanchéité de ce qui devait être une césure avec l'agresseur permet au tribunal de rejeter la contestation s'il y va de l'intérêt de l'enfant, ce qui veut dire ? En matière de filiation (sauf l'adoption) l'intérêt de l'enfant n'est jamais un élément de l'équation. Nous citons :</p> <p>« Tous les enfants, peu importe leur filiation, ont les mêmes droits et obligations, quelles que soient les circonstances de leur naissance. Il est essentiel de rappeler que le meilleur intérêt de l'enfant ne doit pas être une considération dans l'établissement de la filiation. L'intérêt de l'enfant n'est pas un élément pertinent en matière de filiation par le sang et une expertise visant à établir l'effet de la filiation sur l'enfant n'a donc pas d'utilité¹³. La filiation par le sang relève de la biologie, de la procréation assistée ou encore des dispositions sur l'adoption; seule l'adoption tient compte du meilleur intérêt de l'enfant. »¹⁴</p> <p>Le recours étant imprescriptible (art. 542.32) on maintient le suspense longtemps, si la victime de l'agression tente de continuer sa vie ?</p> <p>Doit-on opérer une telle césure ou déclarer qu'il y a déchéance de l'autorité parentale ce qui permettrait à l'enfant de tirer bénéfice d'avantages pécuniaires, par ailleurs s'il y a toujours un lien de filiation le revenu de l'agresseur serait comptabilisé</p>

¹³ Au même effet, voir *B.(L.) c. Ba (Li.) et L.(D.)* 450-04-006369-036, le 26 mars 2004 (2004) REJB 2004-60244, (C.S.) aux par.35-36.

¹⁴ TÉTRAULT, Michel, *Droit de la famille*, 2^e édition, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, à la p.604.

		<p>pour les allocations, les prêts et bourses...l'agresseur est toujours son parent.</p> <p>Qu'est-ce qu'une agression sexuelle, doit-il y avoir une plainte ou recours à un officier autorisé (ex. 1974.1)? la preuve par prépondérance, arrimage avec la Loi sur la 'indemnisation des victimes d'actes criminels? La réponse se retrouve à l'article 542.29 :</p> <p>542.29. Pour l'application des articles 542.22 et 542.24, l'agression sexuelle peut notamment être prouvée par la production d'un jugement qui en reconnaît l'existence. Or, comme toutes les victimes portent plainte...</p> <p>Doit-il s'agir d'un jugement de juridiction pénale, par exemple Cour du Québec (Chambre de la jeunesse) ou en droit administratif</p> <p>La recherche des origines doit-elle ou nécessitera-t-elle l'établissement de la filiation avec l'agresseur? Certes, l'enfant est une victime mais la victime de l'agression aussi. Devra-t-on vivre des tensions intrafamiliales ? La victime doit-elle revivre l'agression ?</p> <p>Soulignons que l'établissement de la filiation fait entrer par la grande porte l'exercice conjoint de l'autorité parentale (sous réserve de l'article 412.1 C.c.Q.)</p>
<p>Art.18</p> <p>542.31. Le tribunal peut établir la filiation d'un enfant issu d'une activité de procréation assistée à l'égard d'une personne qui est décédée au moment de la réalisation de cette activité s'il lui est démontré :</p> <p>1° Que cette personne était partie au projet parental au moment de son décès;</p>		<p>L'avantage de l'écrit</p>

<p>2° Que l'enfant a été conçu à l'aide du matériel reproductif de cette personne ou, selon le cas, du matériel reproductif auquel cette personne avait décidé de recourir afin d'avoir un enfant.</p> <p>La participation de cette personne au projet parental est présumée lorsque celle-ci et le parent à l'égard duquel une filiation avec l'enfant est établie étaient conjoints au moment du décès et que cet enfant est issu d'un transfert d'embryon créé avant ce moment.</p>		
<p>Art. 19</p> <p>542.33. Celui qui commet une agression sexuelle est responsable, en l'absence d'un lien de filiation avec l'enfant qui en est issu, de contribuer à satisfaire aux besoins de l'enfant, par le paiement d'une indemnité à la personne victime de l'agression sexuelle qui a donné naissance à l'enfant. Cette responsabilité s'étend aux besoins de l'enfant de sa naissance jusqu'à l'atteinte de son autonomie.</p> <p>L'agression sexuelle peut notamment être</p>		<p>Cet article s'inspire de l'ancien article 540 qui visait la partie au projet parental qui refusait de donner suite à son engagement et de déclarer au DEC sa filiation et qui engageait sa responsabilité. La nature du dommage ou préjudice s'en trouvait modifiée, avec l'agression sexuelle on passe à un autre niveau, on ajoute des chefs de réclamations, ici on est présence d'une agression.</p> <p>Comment évaluer le quantum est-ce qu'on se limite aux aliments quant on traite de l'«autonomie» ou si on peut y ajouter des dommages et intérêts en vertu de 1457, le barème (jusqu'à au moins 18 ans et ensuite l'application des règles de l'enfant charge [542.34, le changement]) et les principes de responsabilité civile ? La victime doit entreprendre le recours. L'article 524.34 prévoit la possibilité d'un changement mais on renvoie encore à la question de l'autonomie ...financière ? Se limite-t-on à l'alimentaire en omettant le préjudice physique et moral (par exemple s'il est ostracisé par son entourage ou sa famille élargie).</p> <p>On pourrait le déduire de l'article 46 du projet, qui ne semble viser que l'alimentaire:</p>

<p>prouvée par la production d'un jugement qui en reconnaît l'existence.</p>		<p>46. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 412, du suivant :</p> <p>412.1. Peut être jointe à une action en réclamation ou en contestation de la filiation d'un enfant issu d'une agression sexuelle, <u>une action en réclamation d'une indemnité par la personne victime de l'agression pour l'aider à subvenir aux besoins de l'enfant.</u> Peut être jointe à une action en réclamation de la filiation d'un tel enfant à l'égard de celui qui a commis l'agression, <u>une demande en déchéance de son autorité parentale.</u></p> <p><u>La déchéance tient-elle compte de l'intérêt de l'enfant?</u></p>
<p>Art. 19</p> <p>542.37. Lorsqu'elle est intentée par la personne victime d'une agression sexuelle, l'action en réclamation de l'indemnité visée aux articles 542.33 ou 542.34 est imprescriptible.</p> <p>En cas de décès de la personne qui a commis l'agression, l'action doit être intentée dans les six mois du décès. Il en est de même lorsque l'action est intentée par l'enfant majeur.</p>		<p>Le délai est un peu court, sinon très court, rappelons l'article 2926.1 C.c.Q.</p> <p><i>L'action en réparation du préjudice corporel résultant d'un acte pouvant constituer une infraction criminelle se prescrit par 10 ans à compter du jour où la personne victime a connaissance que son préjudice est attribuable à cet acte. Cette action est cependant imprescriptible si le préjudice résulte de la violence subie pendant l'enfance, de la violence sexuelle ou de la violence conjugale.</i> Constitue une violence subie pendant l'enfance au sens du présent article, une thérapie de conversion, telle que définie par l'article 1 de la Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre (...).</p> <p>Toutefois, l'action contre l'héritier, le légataire particulier ou le successible de l'auteur de l'acte, ou contre le liquidateur de la succession de celui-ci, doit être intentée dans les trois ans du décès de l'auteur de l'acte, sous peine de déchéance, sauf si le défendeur est poursuivi pour sa propre faute ou à titre de commettant. De même, l'action exercée en raison du préjudice subi par la personne victime doit être intentée dans les trois ans du décès de celle-ci, sous peine de déchéance</p>
<p>Art.25</p> <p>658.1. L'enfant issu d'une agression sexuelle est (réputé ?) considéré comme le descendant au premier degré de la personne qui a commis</p>		<p>Si on en revient aux tâches du liquidateur :</p> <p>776. La liquidation de la succession ab intestat ou testamentaire consiste à identifier et à appeler les successibles, à déterminer le contenu de la succession, à recouvrer les créances, à payer les dettes de la succession, qu'il s'agisse des dettes du défunt, des charges de la succession ou des dettes alimentaires, à payer les legs particuliers, à rendre compte et à faire la délivrance des biens.</p>

<p>L'agression, malgré l'absence d'un lien de filiation avec elle, aux fins de la dévolution de la succession de cette personne et de celle des membres de sa parenté.</p> <p>L'agression sexuelle peut notamment être prouvée par la production d'un jugement qui en reconnaît l'existence.</p>		<p>On fait ça comment, à moins qu'il n'y ait eu des procédures ou que ce soit connu de la famille ? Le liquidateur devrait être prudent avant d'accepter cette charge.</p>
<p>Art.25</p> <p>742.1. L'enfant issu d'une agression sexuelle est (réputé) considéré comme le descendant au premier degré de la personne qui a commis l'agression, malgré l'absence d'un lien de filiation avec elle, pour l'exécution des dispositions testamentaires de cette personne ou de celles des membres de sa parenté sous réserve de l'expression suffisante, par le testateur, d'une volonté différente.</p> <p>L'agression sexuelle peut notamment être prouvée par la production d'un jugement qui en reconnaît l'existence.</p>		

Merci de votre attention.

Me Michel Tétrault Ad.E